

page 187 lectures

PRE

**Easternization: Asia's Rise and America's Decline
from Obama to Trump and beyond
Gideon Rachman**

New York, Other Press, 2017, 320 pages

**Destined for War: Can America and China Escape Thucydide's Trap?
Graham Allison**

Londres, Houghton Mifflin Harcourt, 2017, 384 pages

**The End of the Asian Century: War, Stagnation,
and the Risks to the World's Most Dynamic Region
Michael R. Auslin**

New Haven, Yale University Press, 2017, 304 pages

Si 2016 restera dans l'histoire comme l'année où le populisme a triomphé en Occident à travers le Brexit et l'élection de Donald Trump, 2017 sera celle où les États-Unis ont formellement abandonné le leadership international. Depuis l'arrivée du magnat de l'immobilier à la Maison-Blanche, l'Amérique de Trump s'enferme dans un discours de l'« America First », renonçant aux engagements de ses prédécesseurs (Partenariat Trans-Pacifique – TPP, COP21) et s'attaquant au multilatéralisme et aux traditions démocratiques et néolibérales sur lesquelles les États-Unis ont bâti leur leadership international depuis 70 ans. Pendant ce temps, le centre de gravité international bascule nettement vers l'Asie, et notamment vers Pékin. La Chine de Xi Jinping a su habilement adapter son discours pour se positionner en défenseur de la paix et de l'ordre dans le monde – défendant la mondialisation tout en proposant un modèle alternatif à la démocratie libérale. Évidemment, la Chine semble de plus en plus sûre d'elle, tandis que les États-Unis remettent en question leur propre rôle dans le monde.

Au-delà de la conjoncture politique de Washington ou de Pékin, les tendances lourdes suggèrent un déclin relatif de l'Occident en faveur des pays d'Asie. À travers son livre *Easternization*, Gideon Rachman grand chroniqueur au *Financial Times*, réussit à décrire cette tendance avec lucidité. Depuis le début de l'ère coloniale voici 500 ans, explique-t-il, les affaires des pays et peuples du monde entier étaient influencés par les affaires des États européens, et plus tard des États-Unis. Mais l'auteur explique que les fondements de la puissance occidentale – technologiques, militaires, économiques – sont en train de rapidement marquer le pas face aux émergents asiatiques, et notamment la Chine. À titre de comparaison, la taille de l'économie chinoise ne représentait que 12 % de celle des États-Unis en 2000, mais en seulement dix ans elle s'est rapidement rattrapée pour en faire la moitié en termes de PIB, tandis que le budget militaire chinois était multiplié par sept jusqu'en 2015. Selon les calculs proposés par le Fonds monétaire international (FMI), en pouvoir d'achat – valeur du PIB calculée en fonction de ce qu'on peut acquérir, y compris en matière de technologie, d'armes, ou d'influence –, la Chine

a dépassé l'Amérique en 2014. Le règne des États-Unis comme première puissance économique du monde n'aura duré que 140 ans, mais c'est surtout la vitesse à laquelle la chute est arrivée qui étonne Rachman. Il explique que les années Obama resteront comme le moment charnière du basculement vers l'Est et l'Asie.

Si l'ouvrage de Rachman offre des analyses solides et intéressantes sur la tendance dominante et les enjeux qui en découlent, avec des mises en contexte historiques importantes, il peine à convaincre que le déclin relatif de l'Occident donnera lieu à une véritable « Easternization », ou à l'émergence d'un ordre mondial basé sur des concepts asiatiques. Sur ce point, les ouvrages de Tom Miller ou François Bougon sur les ambitions chinoises sont plus pertinents¹. Deux conséquences semblent surtout préoccuper Rachman. La première en Asie, où la crispation autour des tensions diplomatiques et militaires entre la Chine et ses voisins – en particulier les États-Unis et le Japon – risque d'éclater en conflits désastreux. Les tentatives américaines de résister à la montée en puissance de la Chine, notamment à travers une concentration de forces militaires et un approfondissement des alliances dans la région, constituent pour Rachman un tournant historique. En partie due à cette préoccupation américaine pour l'Extrême-Orient, la deuxième conséquence est, elle, mondiale. La prédominance politique, stratégique et idéologique de l'Occident est remise en question à travers le globe, et l'ordre multipolaire qui émerge risque d'être bien moins stable que celui de 1945. Le chaos qui règne en Syrie n'en est qu'un avant-goût.

Pour Graham Allison, historien et professeur à Harvard, la montée en puissance de la Chine est aussi une question plus que préoccupante aujourd'hui, et son livre *Destined for War* tire la sonnette d'alarme sur la probabilité d'un affrontement sino-américain. Allison ne va pas jusqu'à soutenir la thèse de John Mearsheimer selon laquelle la guerre entre la Chine et les États-Unis est inévitable², mais il explique que les deux pays sont néanmoins sur une trajectoire qui mènera à la guerre si des mesures importantes et structurelles ne sont pas prises pour rectifier le tir. Allison est le champion du « piège de Thucydide » : lorsqu'une puissance émergente menace une puissance établie et jusqu'alors dominante, une destruction et une violence extrêmes en résultent, comme entre Sparte et Athènes dans la Grèce antique. Son ouvrage met en contexte la montée en puissance météorique de la Chine, pointe du doigt les facteurs stratégiques qui opposent Washington et Pékin – à commencer par la fameuse et longuement débattue thèse de Samuel Huntington sur la guerre des civilisations –, et identifie des éventuels éléments déclencheurs de la guerre – une collision en mer ou dans les airs impliquant un appareil militaire de l'un ou l'autre pays, un virage indépendantiste de Taïwan, l'effondrement du régime nord coréen...

Mais l'originalité de l'ouvrage de Graham Allison, par rapport à Rachman et bien d'autres, est son étude de l'histoire non seulement pour illustrer le danger du fameux piège, mais pour rechercher des solutions. De manière peut-être trop succincte, 16 cas de transition de la puissance internationale sont identifiés dans

1. T. Miller, *China's Asian Dream: Empire Building along the New Silk Road*, Londres, Zed Books, 2017 et F. Bougon, *Dans la tête de Xi Jinping*, Arles, Actes Sud, 2017.

2. J. Mearsheimer, *The Tragedy of Great Power Politics*, New York, W. W. Norton & Company, 2014.

les 500 dernières années. Parmi ces cas, une douzaine se terminent en guerre, mais quatre réussissent à éviter le pire – le Portugal et l’Espagne au xv^e siècle, le Royaume-Uni et les États-Unis au début du xx^e siècle, les États-Unis et l’Union soviétique pendant la guerre froide, et le Royaume-Uni et la France avec l’Allemagne réunifiée depuis les années 1990. Selon Allison, un élément clé relie ces quatre cas : pour éviter la guerre, la puissance établie, le challenger, ou les deux, ont nécessairement fait des concessions structurelles et douloureuses.

Sur la base de cette analyse, Allison ne propose finalement pas de solution précise pour la Chine et les États-Unis, mais vise plutôt un recadrage de l’analyse américaine de la Chine¹. Il faut, selon l’auteur, chercher à mieux comprendre les ambitions chinoises, clarifier les intérêts vitaux américains, formuler une véritable stratégie et, avant tout, se focaliser sur les problèmes structurels chez soi. En effet, pour Allison, les défauts de gouvernance, aux États-Unis comme en Chine, devraient être considérés comme des menaces plus importantes que celles qui proviennent d’un côté ou de l’autre du Pacifique.

Michael Auslin, pour sa part, remet en cause le présupposé à l’origine du discours sur l’émergence inéluctable des puissances asiatiques. Dans son livre *The End of the Asian Century*, l’ancien professeur d’histoire à Yale et chercheur au Hudson Institute ne traite pas de la question du déclin de l’Occident – on peut considérer qu’il n’y croit pas –, mais dessine une cartographie des risques structurels en Asie, qui constituent une sorte de talon d’Achille pour les puissances régionales, et notamment chinoise. Selon lui, le « siècle asiatique » ne sera pas. D’abord, les ralentissements – voire les stagnations – économiques de nombreux pays et l’absence de réformes ambitieuses remettent en cause la croissance économique continue de la région. On aurait tort de considérer que la croissance chinoise se poursuivra nécessairement à l’infini, et toute stagnation de cette économie aura nécessairement des conséquences désastreuses pour son voisinage. Des questions démographiques sérieuses – entre vieillissement pour certains, dont la Chine, et croissances incontrôlables pour d’autres – se posent aussi, à côté des véritables instabilités structurelles des systèmes politiques de nombreux pays et des sentiments nationalistes fervents. Si ces facteurs d’instabilité montent, l’absence d’un vrai climat de coopération et d’une architecture de sécurité régionale – l’auteur souligne par exemple l’absence d’une Organisation du traité de l’Atlantique nord (OTAN) asiatique, ou d’un autre mécanisme structurel pour régler les contentieux – pourrait s’avérer mortelle.

Si Rachman identifie aussi des facteurs de risque, Auslin est plus précis et décrit ces risques comme étant plus systémiques. Il propose aussi une analyse plus complexe qu’Allison, qui s’est peut-être trop concentré sur la relation sino-américaine. Dans ses prescriptions, orientées surtout vers un lectorat washingtonien, Auslin s’avère un ardent défenseur du néolibéralisme et de la thèse de la paix démocratique. Il ne répond pas directement à Allison, mais explique néanmoins que, loin de faire des concessions à la Chine, les États-Unis devraient renforcer leurs engagements en Asie et promouvoir des valeurs démocratiques et universelles (voire américaines).

1. D’autres vont plus loin, comme Charles Glazer, qui propose un « grand bargain » avec la Chine, ou Hugh White, qui propose un véritable concert des nations en Asie.

Renforcer ces problématiques fondamentales en Asie est, pour lui, le meilleur investissement en faveur de la paix, et aussi la meilleure réponse à donner à Pékin. Et pourtant, en dépit de toutes ces hypothèses, la Chine moderne ne s'est jamais avérée aussi confiante dans son projet que sous Xi Jinping. L'avertissement d'Allison est donc toujours de mise : *Danger ahead !*

John Seaman,
Chercheur au Centre Asie de l'Ifri

RELATIONS INTERNATIONALES

VERS UN MONDE NÉO-NATIONAL ?

Bertrand Badie et Michel Foucher
Paris, CNRS Éditions, 2017,
208 pages

Gaïdz Minassian a organisé un débat contradictoire mais courtois entre les deux éminents universitaires, et ce livre apporte un éclairage stimulant non seulement sur la montée des idées néo-nationales/néo-nationalistes – il y a désaccord sur ce point – mais aussi sur les grandes questions qui interpellent le monde : l'affirmation identitaire, le déclin des États, le défi migratoire, la gouvernance mondiale, la mise en cause du multilatéralisme, l'avenir de l'Europe, les nouvelles conflictualités...

Ce livre vient à son heure. Comme le constate Gaïdz Minassian dans son avant-propos : «La parenthèse qui s'est ouverte en 1989-1991 avec la chute de l'URSS, la fin de la guerre froide et une vague de mondialisation sans précédent dans l'histoire semble s'être refermée en 2016-2017 plongeant l'ensemble de l'humanité sinon dans l'obscurité du moins dans l'inconnu.»

Cette situation peut s'expliquer de multiples façons. Pour Bertrand Badie, au néo-nationalisme qui a provoqué la décolonisation s'ajoute maintenant un deuxième moment néo-nationaliste né d'un réflexe de peur face à la mondialisation. Michel Foucher, qui préfère le terme néo-national, estime qu'il y a deux formes distinctes de protestation face à ce phénomène : l'une, qualifiée de «dénaturée» qui «repose davantage sur l'affirmation collective d'un peuple que sur sa prétention à

exercer des droits politiques» ; l'autre «déprogrammée» qui remet en cause les clivages politiques traditionnels, et «s'incarne aussi bien dans des programmes libéraux que dans des manifestes socialistes». Quel que soit le terme utilisé, les auteurs sont d'accord pour considérer qu'il est porteur de xénophobie et de racisme.

La gouvernance mondiale est malade alors que, dans le même temps, les États-Unis se désengagent ; «le shérif a rendu son étoile» et a renoncé à imposer la *pax americana*. Le multilatéralisme est remis en cause, tant au niveau mondial qu'au niveau régional. L'idée même de «bien commun» ou de solidarité est contestée. Les États sont, eux, remis en cause de différentes façons : certains pensent qu'ils devraient être gérés comme des entreprises ; les affirmations identitaires s'affichent ; l'État classique a cessé d'être un acteur économique ; les fonctions régaliennes ont connu des mutations profondes. On prend conscience que les États sont mortels, même si l'on est plutôt en présence d'une «hybridation» progressive.

La lecture du chapitre sur les nouvelles conflictualités est particulièrement stimulante. Le phénomène est double. Les nouveaux conflits se localisent pour l'essentiel dans le voisinage immédiat de l'Europe, en Afrique ou au Moyen-Orient. Et il s'agit moins de «compétition de puissances» que de «compétition de faiblesses», liée à l'effondrement des États sous la pression d'une nouvelle «pulsion identitaire proto-nationaliste». En effet, les conflits sont de plus en plus infra-étatiques. Dans ce contexte, les interventions extérieures malencontreuses peuvent avoir des effets pervers comme on l'a vu en Irak en 2003 ou en Libye en 2011. Certaines d'entre elles

toutefois, avec la caution des Nations unies, peuvent être des « instruments de paix ».

Ce livre ouvre le débat sur de nombreux fronts. Il est une contribution bienvenue, à un moment où la définition d'une politique étrangère répondant aux défis de ce nouveau monde est indispensable.

Denis Bauchard

THE CONCEIT OF HUMANITARIAN INTERVENTION

Rajan Menon
Oxford, Oxford University Press,
2016, 256 pages

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE HUMANITAIRE

Jérôme Larché
Paris, L'Harmattan, 2017,
216 pages

À bien des égards, la défense des droits de l'homme en général, et l'intervention humanitaire en particulier, s'apparente à « la préface sanglante d'un livre impossible », selon l'expression de Proudhon. Les contradictions, les incohérences et les limites qui se présentent aux différents acteurs assumant les tâches humanitaires ne sont pas nouvelles. Ces deux ouvrages, à partir de perspectives différentes, offrent un tableau souvent pessimiste mais toujours instructif des maux qui fragilisent l'idéal libéral et l'agenda humanitaire dans les relations internationales.

Rajan Menon, professeur de sciences politiques à l'université de New York et chercheur à Columbia, offre une critique sans concession des récents développements qui ont transformé

le paysage normatif de l'intervention humanitaire. Loin de constituer un progrès dans la défense des droits de l'homme, l'auteur y voit, comme la majorité des penseurs réalistes, un affaiblissement de la souveraineté – seule protection des faibles par rapport aux forts –, et une utopie à la fois dangereuse et inutile. Sous le noble vocable de la responsabilité de protéger se cachent en réalité la poursuite d'intérêts égoïstes, la défense d'impératifs sécuritaires, le rachat à bon marché d'une conscience ternie par l'indifférence ou l'inaction, et les calculs des politiciens de gouvernements populaires. Cette dangereuse « vanité » humanitaire ne reflète que les rapports de circonstance entre grandes puissances, dont les décisions restent très éloignées des considérations de juste cause, de proportionnalité et de dernier ressort. Le cas libyen restera un douloureux précédent, où une opération théoriquement modèle – noblesse des intentions, légitimité onusienne, support de la Ligue arabe, action collective otanienne – s'est rapidement transformée en manœuvre improvisée de changement de régime, sans aucune planification ni assistance post-conflit.

Jérôme Larché est médecin, sa perspective est donc bien différente mais il évoque, dans un livre malheureusement très mal édité, les mêmes dilemmes et contradictions qui traversent l'ensemble du champ humanitaire. Dans un tour d'horizon « désenchanté », l'auteur est convaincant sur les compromissions consenties par les organisations humanitaires non gouvernementales vis-à-vis du monde de l'argent, de la politique, de la sécurité. Il est moins probant sur les sources de ce déclin, attribuées successivement aux pratiques néolibérales de financement qui auraient compromis le désintéressement des organisations non

gouvernementales (ONG), puis aux violations des règles d'Oslo – régissant les rapports entre humanitaires et militaires – qui auraient compromis leur impartialité et leur neutralité, et enfin aux collusions avec les agences privées de sécurité qui auraient militarisé leurs interventions. Plus généralement, leur « mise au pas », imposée par les intérêts supérieurs des nations, aura gravement fragilisé la légitimité et l'effectivité de leurs actions. Mais ce mélange des genres est bien plus ancien que l'idéologie néolibérale, placée un peu trop facilement sur le banc des accusés. La conjonction des problématiques liées aux États défaillants, aux menaces terroristes et aux nécessités de stabilisation post-conflit a certes placé l'action humanitaire au cœur de la stratégie des États. Mais cette priorité stratégique n'a guère duré.

Ce n'est pas un hasard si ces deux livres n'offrent guère de prescriptions ou de pistes – ne parlons même pas de solutions –, pour combattre la cruauté des hommes, tâche pourtant essentielle (prioritaire pour Montaigne) de notre humanité. Dans la sphère humanitaire, l'humilité et la frustration seront toujours de mise. Une fois de plus, on doit constater notre impuissance à mettre un terme à la guerre civile en Syrie, notre aveuglement sur les maux du Yémen, ou encore notre indifférence au nettoyage ethnique des Rohingyas en Birmanie. En même temps, il nous faut saluer l'empressement, militaires en tête, à porter secours aux populations ravagées par une saison de cyclones dévastateurs, victimes non pas de la violence des hommes mais de calamités simplement naturelles. Pour ces derniers au moins, la postface sera heureuse.

Jean-Yves Haine

FIGHTING FOR STATUS: HIERARCHY AND CONFLICT IN WORLD POLITICS

Jonathan Renshon
Princeton, Princeton University
Press, 2017, 328 pages

Jonathan Renshon s'attache à préciser les contours, à analyser la dynamique de la notion de statut en matière de relations internationales, avec un solide travail de recherche faisant appel à des lectures exhaustives et à des études expérimentales, menées sur des sujets de choix. À la différence des échantillons classiques, le *pool* d'expérimentation testé par Renshon comprend en effet des responsables politiques et militaires conduits à suivre les cours de la Kennedy School of Government de Harvard. Ce qui justifie un examen minutieux des résultats consignés au chapitre 3 de l'ouvrage, qui traite entre autres des facteurs d'exacerbation des préoccupations statutaires.

Atout additionnel : le recours à l'analyse de réseau pour déterminer le rang communautaire que s'attribuent les États-nations, depuis les plus puissants jusqu'aux plus modestes. *Fighting for Status* met ainsi en évidence l'existence de hiérarchies complexes, faisant appel à différentes communautés « locales » de référence, et non à un ensemble global, ordonné de manière linéaire. S'agissant de l'hypothèse centrale, l'ouvrage de Renshon identifie les variations d'insatisfaction statutaire – produits du décalage entre le rang qu'un État s'estime mériter et celui que lui attribuent les autres membres de la communauté internationale – comme déclencheur de conflits récurrents. Avec cette nuance que les guerres y sont appréhendées non comme des manifestations de frustration et d'instabilité (syndrome Guillaume II), mais comme des instruments rationnels

visant à modifier les évaluations des États-témoins.

Côté cas d'étude historique, l'ouvrage sollicite un échantillon restreint, ce qui est dommage. Le chapitre 6 traite de la Weltpolitik menée par l'Allemagne entre 1897 et 1911. Le suivant évoque le soutien de la Russie à la Serbie dans la crise de juillet 1914, la réaction de la Grande-Bretagne après la nationalisation du canal de Suez (juillet 1956), ainsi que les déterminants ayant conduit Nasser à lancer l'Égypte dans la guerre civile yéménite (1962). Le travail de reconstitution des choix effectués par les grands décideurs est sérieux et convaincant. Même si la présentation manque parfois de limpidité, les parties du texte qui analysent les préoccupations de prestige et de statut de tel ou tel grand décideur, ainsi que les perceptions de ses interlocuteurs diplomatiques, apparaissent hautement éclairantes.

S'agissant des enseignements à retenir, on notera surtout que l'auteur se dissocie de Robert Jervis, en ce sens qu'il réfute la thèse selon laquelle les considérations statutaires occuperaient une place déclinante dans les relations interétatiques. Autres points abordés : l'impact durable des humiliations publiques, génératrices de poussées sur-compensatoires ; la variabilité des sources de statut (les colonies au XIX^e siècle, l'arme nucléaire et la démocratie depuis 1945) ; le lien entre la composition des groupes de référence et la sélection d'événements « statumorphes » (violence/non-violence), susceptibles de déclencher les réévaluations recherchées. Question finale à creuser : quels bénéfices tangibles et durables un État retire-t-il de ses manœuvres de rééquilibrage statutaire ? *Fighting for Status* livre à ce sujet un très petit nombre d'illustrations.

Puisse l'auteur nous en apprendre davantage dans ses prochains travaux.

Jérôme Marchand

THE INTERNATIONALISTS: HOW A RADICAL PLAN TO OUTLAW WAR REMADE THE WORLD

Oona A. Hathaway

et Scott J. Shapiro

New York, Simon & Schuster, 2017, 608 pages

Le 27 août 1928 est signé à Paris, au Quai d'Orsay, le pacte Briand-Kellogg (renommé aux États-Unis le pacte Kellogg-Briand) de renonciation à la guerre, par les 15 États pesant alors sur la scène internationale. Ce pacte tient en deux articles : 1) les États parties condamnent le recours à la guerre comme instrument de politique nationale ; 2) tout litige entre ces États sera réglé exclusivement par des voies pacifiques. Ce document reste dans les mémoires comme l'un des plus beaux ratages d'un utopisme naïf : 11 ans après la signature du traité, les États parties se livrent la plus sanglante des guerres. *The Internationalists* est un livre stimulant mais finalement prisonnier de la thèse qu'il veut à tout prix démontrer, à savoir que ce pacte serait le texte décisif transformant irréversiblement la problématique de la guerre et de la paix. Pour les deux auteurs, professeurs de droit et de philosophie à Yale, il y a un *avant* et un *après* le pacte.

Avant, la guerre est le mode « naturel » de règlement des conflits, les vainqueurs obtenant ce qu'ils demandent – d'abord les territoires revendiqués –, les États-tiers restant parfaitement neutres et reconnaissant les transferts de territoires. *Après*, toute

conquête viole le droit et cesse d'être reconnue. Le chapitre 13, « The End of Conquest », mobilise tout un appareil statistique montrant l'effondrement des conquêtes, en fait *au lendemain* de la Seconde Guerre mondiale.

Une rupture intervient incontestablement lors des deux guerres mondiales, et dans leurs lendemains. La conquête territoriale par les armes est délégitimée, comme le souligne, en 1990-1991, l'échec lamentable de tentative de conquête du Koweït par l'Irak de Saddam Hussein. Le pacte de 1928, qui condamne la guerre mais est muet sur les conquêtes en tant que telles, peut-il être considéré comme une rupture historique ? Les deux auteurs n'ignorent pas, mais sous-estiment presque systématiquement, tant l'histoire générale (ainsi le démantèlement des conquêtes européennes par la décolonisation) que la formidable avancée, après 1945, de l'institutionnalisation du système international, l'Organisation des Nations unies (ONU) ne constituant que la partie émergée de l'iceberg. Les auteurs tiennent à couler dans leur raisonnement la cause peut-être essentielle de la fin des conquêtes (avec, tout de même, des exceptions non négligeables mais non reconnues par la communauté internationale : annexion de Jérusalem et du Golan par Israël, annexion de la Crimée par la Russie). Aujourd'hui, toute conquête ou plutôt toute occupation territoriale s'avère bien trop coûteuse : impossibilité d'isoler hermétiquement de l'extérieur le territoire conquis, résistances multiformes de la population, désapprobation des autres États. Israël fait l'amère expérience d'une occupation d'un demi-siècle en Cisjordanie, qu'il ne peut ni annexer (l'annexion ferait des habitants palestiniens des citoyens israéliens), ni abandonner par souci de profondeur stratégique...

The Internationalists, même si les auteurs veulent sans doute trop prouver, mérite d'être lu pour ses passages donnant vie aux grands juristes protagonistes du débat : Hans Kelsen, Carl Schmitt. Mais il est dommage que l'immense Aristide Briand, qui a vécu comme président du Conseil les horreurs de la Grande Guerre, soit ici traité comme un simple exécutant d'idées américaines.

Philippe Moreau Defarges

THE SHIPWRECKED MIND: ON POLITICAL REACTION

Mark Lilla
New York, The New York Review
of Books, 2016, 168 pages

Universitaire spécialiste de l'histoire des idées politiques, Mark Lilla enseigne à l'université Columbia et écrit régulièrement pour la *New York Review of Books*. Il poursuit depuis de longues années une réflexion sur l'évolution des idées politiques en Occident.

Après les premières étapes du miracle grec, de la pensée chrétienne médiévale, des Lumières (un domaine de prédilection), la Révolution française fut suivie de diverses écoles au XIX^e siècle, entre progressisme, réaction et conservatisme. La pensée des Lumières ne subit-elle pas depuis un dévoiement ? Mark Lilla décrit le développement continu de l'individualisme depuis l'après-guerre, avec la libération des mœurs des années 1960, le triomphe de l'ultra-libéralisme des années 1980 (individualisme économique), jusqu'à aujourd'hui où, grâce à internet, les individus s'affranchissent des autorités scientifiques et intellectuelles pour développer chacun leur propre expertise sur tous les sujets.

Lilla passe en revue un certain nombre d'intellectuels qui déplorent cette situation. Il commence par définir la «réaction» en politique : le réactionnaire regrette un âge d'or passé et rêve d'une rupture politique, violente s'il le faut, qui pourrait faire renaître cet âge d'or. Il est ainsi plus proche du révolutionnaire (qui rêve pour sa part d'une révolution progressiste) que du conservateur qui, lui, ne souhaite aucun changement.

S'ensuit une galerie de portraits de penseurs partageant une vision critique de la pensée et de la politique occidentales du xx^e siècle et, partant, un certain pessimisme. Le penseur juif allemand Franz Rosenzweig, le gnostique Eric Voegelin et l'incontournable Léo Strauss, considéré aujourd'hui comme l'inspiration des penseurs néo-conservateurs américains, sont présentés tour à tour. Viennent ensuite d'autres théoriciens, comme le «néo-réactionnaire» Alain Badiou ; ou Brad S. Gregory, critiqué d'une plume acerbe. L'enchaînement des chapitres paraît parfois un peu artificiel : c'est le propre des recueils d'articles rédigés sur une longue période.

Le dernier chapitre, résultat du séjour de l'auteur à l'Institut d'études avancées (IEA) de Paris en 2015, tente d'analyser la sidération de la société française, attachée à la démocratie et la liberté d'expression, face aux attentats de janvier 2015. De façon un peu réductrice, Mark Lilla décrit la pensée française face au défi de l'islamisme radical en présentant le roman *Soumission* de Michel Houellebecq et la trajectoire intellectuelle d'Éric Zemmour...

Mark Lilla, qui se définit comme un progressiste, serait-il gagné par l'anti-modernisme propre aux auteurs dont

il retrace la pensée ? Il y a plusieurs raisons de le croire. Tout d'abord, et de façon frappante, pas une seule femme parmi les auteurs présentés. Peut-être n'y a-t-il aucune intellectuelle réactionnaire valable dans la période étudiée par Lilla ?

Surtout, Lilla est aujourd'hui au centre d'une controverse aux États-Unis. Dans un éditorial du *New York Times* au lendemain de la victoire de Donald Trump en novembre 2016, puis dans son nouveau livre *The Once and Future Liberal* (Harper Collins, 2017), il critique le multiculturalisme du Parti démocrate, qui a selon lui causé sa défaite, et l'appelle à proposer un projet proprement unificateur pour le pays. Rédigé avec assez peu d'empathie pour son public, l'ouvrage sent le soufre pour les progressistes bien-pensants.

Laurence Nardon

HISTOIRE

HISTOIRE MONDIALE DE LA FRANCE

Patrick Boucheron (dir.)

Paris, Seuil, 2017, 800 pages

L'ambition de cet ouvrage est de proposer à un large public «une histoire de France accessible et ouverte». D'ailleurs, Patrick Boucheron annonce, dans son ouverture, que ce livre se veut «innovant» et «joyeusement polyphonique». Difficile aux lecteurs de la revue *Politique étrangère* de bouder une telle invitation, qui privilégie «l'approche du grand large». Et de fait l'ouvrage, qui se décline de la Préhistoire à 2015 en 146 entrées par dates, illustre le rapport de la France

au monde dans un sens bien précis : il ne s'agit pas d'une histoire de la France mondiale, mais d'une histoire mondiale de la France.

Ce qui donne lieu à diverses réinterprétations d'événements, ou à des choix décalés. Citons comme exemples intéressants la notice sur la création de Marseille par les colons grecs, qui n'est pas le départ de l'hellénisation de la Gaule ; celle sur le rôle des Gaulois qui réclament le droit d'accéder au Sénat de Rome ; au détriment du mythe de Poitiers et de Charles Martel en 732, l'auteur de la notice évoque Ruscino (près de Perpignan), où une troupe musulmane s'installe en 719 : les archéologues y décèlent des occupations successives ou simultanées, où l'Afrique se mêle à l'Europe.

Le développement sur Bouvines est un bel exemple d'«histoire mondiale» : «la journée» a peut-être «fait la France», mais l'auteur tient à démontrer qu'elle se dissout dans une approche du grand large ; de même pour les commentaires sur la figure de Rachi, qui rayonne à partir de la ville de Troyes, en plein Moyen Âge.

La révocation de l'édit de Nantes comme événement européen était plus attendue, de même que l'évocation du Code civil, code pour plusieurs nations ; plus près de nous, l'affaire Dreyfus comme affaire européenne, et l'exposition coloniale de 1931 qui pose la question d'une mentalité impériale de la France.

Autant on prend intérêt à lire ces notices substantielles et originales qui font revisiter avec fraîcheur l'histoire de France, autant on est parfois agacé par un parti pris volontaire et militant de minorer le rôle de la France en le dissolvant dans un ensemble mondial

ou européen. Que la France n'ait pas tout inventé ou ne soit pas exemplaire en tout, que la nation française résulte d'un amalgame, qui le contesterait ? Mais on a l'impression que ce livre constitue une réponse tardive à la création du ministère de l'Identité nationale – ce qui serait beaucoup diminuer son intérêt. Cet ouvrage rassemble des contributions de qualité, dont on peut contester parfois les présupposés, mais qui ont le mérite d'inciter à la réflexion.

Maurice Vaisse

VISIONS OF EMPIRE: HOW FIVE IMPERIAL REGIMES SHAPED THE WORLD

Krishan Kumar

Princeton, Princeton University

Press, 2017, 600 pages

Visions of Empire est d'abord un défi d'écriture, embrassant une aire immense : empire ottoman, règne des Habsbourg, Russie des Romanov et URSS, régimes coloniaux de la Grande-Bretagne et de la France, sans oublier l'*imperium* romain... Krishan Kumar défend la thèse selon laquelle ces constructions politiques ultra-complexes, constituées d'une mosaïque de populations assujetties, et organisées en réseaux enchevêtrés, sont porteuses d'enseignements utiles pour les gouvernants appelés à gérer les bouleversements du XXI^e siècle. Il s'est pour cela concentré sur les élaborations idéologiques des élites définissant les bases morales de leur domination, pour s'assurer le consentement des périphéries et l'acquiescement des rivaux. En complément, l'auteur s'applique à déterminer comment ces représentations ont influencé l'image idéale de soi des groupements dirigeants et modelé leur style de leadership.

L'étude s'articule en sept longs chapitres, cinq couvrant les expériences multiculturelles mentionnées *supra*. En ressort la flexibilité avec laquelle certains de ces systèmes ont su faire place aux minorités actives et assurer leur promotion sociale. Aux yeux de l'auteur, l'empire austro-hongrois se détache clairement comme exemple à suivre. Dans le prolongement de cette voie, *Visions of Empire* mène un travail de *benchmarking* expliquant comment tel ou tel ensemble de hauts responsables (politiciens, hauts fonctionnaires, militaires) a su, à un moment donné, dans un contexte précis, dégager les « bonnes recettes » de gouvernance. Sans succomber aux mêmes simplismes que les thuriféraires de l'État-nation.

On obtient ainsi une série d'aperçus positifs, reflétant les forces du noyau central. En guise d'exemples : régulation du religieux par les Ottomans, valorisation de la créativité culturelle par les Habsbourg, résistance aux appels du nationalisme par les élites moscovites, aptitude au compromis raisonné des Anglais, établissement d'un modèle idéal d'assimilation/émancipation par les Français de la III^e République... La richesse du livre vient des nombreuses adaptations mises en évidence, des précisions sur les contradictions normatives présentes au cœur de chaque ensemble impérial. De plus, l'auteur prend soin d'identifier les facteurs de décomposition ayant atteint plus ou moins rapidement chaque structure, perspective éclairante permettant de discerner si tel groupe dirigeant a su ou non s'adapter en temps réel.

Bilan : mention négative à l'État français et à ses logiques de *micro-management* rigide et tatillon. S'agissant des réserves, l'ouvrage aurait peut-être gagné à intégrer de brefs développements sur les contre-modèles universalistes – type

Société des Nations – venus concurrencer les systèmes impériaux. Plus concrètement, on aurait apprécié que Krishan Kumar précise en quoi une idéologie impériale riche en obsessions hiérarchiques et en complications administratives pourrait trouver un écho positif dans le monde à venir, là où le citoyen-internaute paraît de moins en moins enclin à exprimer sa déférence à l'égard des figures d'autorité centrales, et là où la dénonciation de la bureaucratie d'État et de ses gaspillages en tous genres risque fort de s'intensifier (Catalogne, Lombardie, etc.). Écrit dans un style alerte, *Visions of Empire* est un travail de qualité, venant rééquilibrer les recherches consacrées aux ressentis des sujets impériaux.

Jérôme Marchand

LES FRANÇAIS EN GUERRES DE 1870 À NOS JOURS

François Cochet

Paris, Perrin, 2017, 456 pages

Bien connu pour ses nombreux travaux sur l'expérience combattante ainsi que sur la captivité et la mémoire des guerres, François Cochet, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Lorraine jusqu'à 2017, appartenait au très petit nombre d'historiens militaires français qui professaient dans le milieu universitaire. Véritable legs aux nouvelles générations pour qui l'histoire militaire – et notamment l'histoire-bataille, centrée sous la conduite des opérations tactiques et stratégiques – n'est plus ni boudée, ni discréditée dans *l'alma mater* comme elle le fut longtemps, cet ouvrage se présente, dans une profondeur historique (de la guerre de 1870 à nos jours), comme une synthèse remarquable de la culture de guerre de la France.

Conscription, armements, culture militaire, tactique, batailles, traumatismes de guerre, rien n'échappe ici à l'analyse, qui légitime le commencement de l'étude par la guerre de 1870, premier conflit moderne de l'histoire, non seulement par les armements qui ont fait des progrès immenses au milieu du XIX^e siècle mais déjà par la rapidité de déplacement des troupes et l'importance de la logistique. À bien des égards, cette guerre constitue effectivement une rupture importante dans les manières de combattre, qui vont aussi profondément changer durant toutes les guerres dans lesquelles la France sera belligérante (Grande Guerre, Seconde Guerre mondiale, guerres de décolonisation et opérations extérieures sous toutes leurs formes). Dans chacune d'entre elles, François Cochet identifie les acteurs, analyse les motivations des combattants et examine les formes des combats. Les tâtonnements sur les formats des armées et les hésitations sur les principes de la conscription, de l'armée professionnelle et de la réserve, sont largement étudiés à l'aune des doctrines et des stratégies du moment. Entre messianisme et patriotisme, les motivations des Français qui se battent sont ensuite considérées. Enfin, François Cochet examine les mutations des guerres et la manière dont les combattants français y font face.

On trouvera bien peu de défauts à cet ouvrage à l'exception de quelques bévues sur les noms (le commandant de la Force de protection des Nations unies, par exemple, n'était pas le général Pierre Cot mais Jean Cot) et, peut-être aussi d'un système de référencement de notes de bas de pages qui ne rend pas la lecture aisée. Quelques cartes et une imposante bibliographie parachèvent le travail didactique de François Cochet qui, avec cet ouvrage, redonne incontestablement légitimité à l'étude

académique du fait militaire – une étude des combats dans une histoire globale –, tout en répondant à des problématiques diverses (géopolitique et géostratégie, analyse politico-militaire, relations opinion/gouvernement/commandement, rapports armée/nation).

Il fut un temps où l'histoire militaire était caricaturalement accusée de s'attacher au seul fait guerrier, qui paraissait bien annexe par rapport aux données démographiques ou économiques, et le terme d'«historien militaire» n'était pas loin de paraître un qualificatif déshonorant. S'il existe encore quelques reliquats de cette époque dans le monde universitaire, l'ouvrage de François Cochet ne pourra que contribuer à réévaluer la légitimité de l'histoire militaire dans l'*alma mater*.

Matthieu Chillaud

TIANJIN COSMOPOLIS. UNE AUTRE HISTOIRE DE LA MONDIALISATION

Pierre Singaravélou

Paris, Seuil, 2017, 384 pages

30 juillet 1900-15 août 1902 : la Chine impériale est emportée dans la tourmente de la guerre des Boxers, soulèvement féroce nationaliste, soutenue par l'impératrice Cixi (Tseu-Hi), contre les puissances dépeçant l'empire du Milieu. Non loin de Pékin, alors au cœur des affrontements, ces puissances – Royaume-Uni, France, Allemagne, États-Unis, Russie, Japon, Italie et Autriche-Hongrie – établissent, près de la mer, à Tianjin (ou Tien Tsin) un gouvernement international. Ce gouvernement, enceinte d'intenses compétitions entre les neuf participants (chacun ayant son secteur à soi), devient en fait le lieu et l'instrument d'un effort réussi

de modernisation d'un morceau de Chine : aménagement urbain, révolution sanitaire, taxation du sel...

Pierre Singaravélou écrit bien «une autre histoire de la mondialisation». Cette dernière ne se réduit plus à une marche aveugle et brutale d'un Occident broyant tout ce qui entrave sa domination. La mondialisation est ici analysée comme une partie multiforme et complexe, tant entre «mondialisateurs» qu'entre «mondialisateurs» et «mondialisés». Le livre montre avec précision le souci qu'a chaque nation de prouver qu'elle est la plus performante... pour l'amélioration de la condition des Chinois.

Cet ouvrage fouillé, contribution à l'immense chantier des études des dimensions ignorées ou souterraines de la mondialisation, fait lever une question que suscite inévitablement toute «autre histoire de la mondialisation» : la résonance de l'expérience de Tianjin sur les Chinois et la Chine. Pierre Singaravélou conclut prudemment : «Tianjin représente donc une enclave mais aussi une voie de modernisation possible, dont les hommes d'État [...] ont pu s'inspirer...» Mais si le laboratoire de Tianjin ne constitue qu'un moment éphémère, en quoi porte-t-il «une autre histoire»? Comment les Chinois, si imbus de leur supériorité et pris dans un cataclysme sans précédent dans leur histoire, acceptent-ils d'être instruits par un gouvernement qui ne comprend aucun d'eux et les maintient sous tutelle?

Par ailleurs, le livre souffre d'un manque peu compréhensible. Rien sur l'opium, que laisse de côté le chapitre pourtant très développé sur «la révolution sanitaire» de Tianjin. Cet opium, comme l'indiquent les deux guerres de ce nom, et comme le raconte *Le Lotus*

bleu de Tintin, est sinon le problème au moins l'un des problèmes majeurs de santé publique de la Chine impériale. Le gouvernement international de Tianjin a très certainement évoqué ce fléau. Quelles furent les réactions du représentant britannique, qui savait que l'opium fumé par les *coolies* et les Mandarins venait des Indes? L'usage de l'opium, présent dans toutes les couches de la société, était-il encore intouchable pour les barbares étrangers – qui, en outre, s'accommodaient d'une Chine à terre et docile? Une autre histoire de la mondialisation devrait se vouer à «soulever le tapis» pour mettre à nu tout ce qui trouble...

Un si remarquable travail appelle les outils pédagogiques bien connus. Si les cartes sont ici bien choisies et superbes, une chronologie aurait été utile pour éclairer les relations entre les événements de la Chine – évolution de la guerre des Boxers – et l'expérience de Tianjin. De même, un index doit désormais accompagner tout livre de «non-fiction».

Philippe Moreau Defarges

LES SEPT PÉCHÉS CAPITAUX DU CHEF MILITAIRE. LES PLUS GRANDES ERREURS TACTIQUES DE L'ANTIQUITÉ À NOS JOURS

Gilles Haberey et Hugues Perot
Paris, Éditions Pierre de Taillac,
2017, 258 pages

Après avoir publié *L'Art de conduire une bataille*¹ (2016) qui présente les méthodes les plus efficaces pour vaincre un ennemi, Gilles Haberey

1. Cet ouvrage a fait l'objet d'une recension dans le numéro d'hiver 2016 de *Politique étrangère* (n° 4/2016).

et Hugues Perot, tous deux saint-cyriens et officiers de l'armée de Terre, s'attachent à analyser les sept erreurs tactiques majeures pouvant conduire à la défaite.

Les péchés capitaux du tacticien identifiés par les auteurs sont : « s'engager sans renseignement » ; « se laisser imposer le terrain » ; « subir le rythme de l'adversaire » ; « sous-estimer son ennemi » ; « manquer d'audace » ; « s'obstiner inutilement » ; « céder à la panique ». Chacune de ces erreurs fatales est ici définie, replacée dans l'histoire de la guerre, et illustrée par deux ou trois études de batailles. Les cas choisis couvrent une vaste période, de l'Antiquité (Carrhes, 53 av. J.-C.) à la guerre d'Indochine (Cao Bang, 1950). Ils incluent des « classiques », que l'on redécouvre souvent sous une autre facette, comme la bataille de Yorktown (1781) ou celle de la poche de Falaise (1944). D'autres cas d'espèce sont beaucoup moins connus. C'est le cas des affrontements édifians de la forêt de Hürtgen (19 septembre 1944-10 février 1945), où les soldats américains combattent les Allemands dans un massif forestier à proximité de la frontière entre la Belgique et l'Allemagne. Eisenhower qualifiait cette bataille de plus longue et plus sanglante que l'US Army ait eue à mener en Europe. L'obstination inutile du commandement américain, alors qu'un contournement du secteur était envisageable, y a entraîné un des taux de pertes les plus élevés des deux conflits mondiaux pour une bataille de ce type : 25 %.

Chaque cas d'étude est organisé selon le même plan efficace que dans le précédent volume : d'abord présentation de la situation générale, puis description des forces en présence

et des intentions, déroulement de la bataille, et enfin enseignements tactiques à en tirer. L'idée n'est pas d'avoir une vision complète et définitive de chaque bataille, mais de replacer celle-ci dans la perspective plus vaste de la tactique, et d'ouvrir des pistes de réflexion. Chaque analyse de bataille est accompagnée de plusieurs cartes, claires et détaillées. On regrettera cependant, comme pour le précédent opus, que les recherches complémentaires ne soient guère favorisées par la courte bibliographie qui figure après chaque cas d'étude, celle qui se trouve en fin d'ouvrage restant trop succincte.

Comme d'habitude chez les éditions Pierre de Taillac, la présentation du livre est soignée et agréable. Le style des auteurs est pédagogique. Ce nouvel opus évite un sentiment de « déjà lu », et sa lecture est recommandée à tous ceux qui veulent mieux comprendre l'histoire militaire. Les praticiens de tous grades gagneraient à s'imprégner de cet ouvrage pour donner enfin tort à Ésope : « C'est souvent nous qui donnons à nos ennemis les moyens de notre propre destruction »...

Rémy Hémez

ÉCONOMIE

EUROPE'S GROWTH CHALLENGE

Anders Aslund et Simeon Djankov
Oxford, Oxford University Press,
2017, 232 pages

Cet ouvrage présente un état des lieux assez alarmiste de la situation économique et financière de l'Union

européenne (UE), et propose une série de réformes destinées à stimuler la croissance et à restaurer la compétitivité du Vieux Continent. S'appuyant à maintes reprises sur les indices de liberté économique du Fraser Institute ainsi que sur les indicateurs Doing Business (dont Djankov est l'un des pères), les auteurs montrent que l'Europe a été progressivement distancée par les États-Unis en matière de recherche et développement (R&D), de qualité de l'enseignement supérieur, et plus largement de performances économiques.

Chapitre après chapitre, Aslund et Djankov établissent leurs diagnostics en passant en revue les racines profondes du déclin européen depuis les années 1980. L'État-providence est encore obèse dans les économies méditerranéennes : les dépenses sociales y demeurent excessives et les réformes des systèmes de retraite sont timides. Le taux d'employabilité et la mobilité des travailleurs sont trop faibles, tandis que la formation professionnelle continue d'être négligée par nombre d'États. De leur côté, les universités européennes, politisées et sans véritable autonomie, pâtissent d'un manque d'ouverture sur le monde de l'entreprise. Enfin, le financement des *start-ups* s'avère insuffisant face au rival américain, en partie à cause d'une fiscalité qui décourage l'entrepreneuriat. Quelques pays trouvent grâce aux yeux des auteurs : le Royaume-Uni, l'Irlande, le Danemark et l'Allemagne pour leur plein-emploi, atteint en flexibilisant le marché du travail ; les Pays-Bas pour leur système de retraite équilibré et pérenne ; l'Estonie pour son taux unique d'impôt sur le revenu ; et la Suède pour son courage

à refondre son État-providence dans les années 1990.

Sans surprise, les principales recommandations sont ouvertement libérales : plafonnement des dépenses publiques et des dépenses de retraite à respectivement 42 % et 8 % du PIB ; ouverture d'un grand marché européen des services et du commerce digital qui irait bien plus loin que la directive de 2006 ; réduction draconienne du nombre des professions réglementées ; développement de l'apprentissage sur le modèle germanique ; accroissement du taux d'employabilité des femmes ; instauration d'un système fiscal favorisant la R&D et privatisation des grands groupes publics du secteur de l'énergie.

En dépit de sa remarquable concision et de sa clarté, le livre laisse un léger goût d'inachevé. D'une part, il occulte le contexte actuel de montée des populismes en Europe. Or il est évident que les réformes préconisées (en particulier la réduction du périmètre d'action de l'État) sont plus délicates à conduire aujourd'hui que dans les années 1990 ou 2000. Les dirigeants politiques devront donc faire preuve de beaucoup de pédagogie. D'autre part, la feuille de route d'Aslund et Djankov apparaît exclusivement tournée vers l'offre. Le retour de la croissance en Europe exige pourtant une amélioration du pouvoir d'achat des classes populaire et moyenne, *via* par exemple, un rééchelonnement de certaines dettes privées et un plan d'investissement massif dans le secteur immobilier qui viendrait abaisser le coût du logement.

Norbert Gaillard

SÉCURITÉ/TERRORISME

PRISONS DE FRANCE. VIOLENCE, RADICALISATION, DÉSHUMANISATION... QUAND SURVEILLANTS ET DÉTENUS PARLENT

Farhad Khosrokhavar
Paris, Robert Laffont, 2016,
688 pages

À partir d'une enquête dans quatre prisons françaises – Fleury-Mérogis, Fresnes, Lille-Sequedin et Saint-Maur –, l'auteur décrypte les maux qui traversent les prisons françaises : violence, radicalisation¹, déshumanisation. L'auteur propose notamment une typologie de six groupes sociaux dominants en prison : Français « de souche » ; jeunes des cités qui constituent plus de la moitié des détenus dans les zones périurbaines, et partagent une « sous-culture spécifique » ; musulmans, groupe dans lequel les salafistes ne constituent qu'une minorité ; « fous » qui constitueraient un tiers des incarcérés ; étrangers en situation irrégulière ou en provenance d'autres continents (latins, asiatiques) et minorités ethniques (Basques, Corses) ; enfin, braqueurs du grand banditisme.

À partir d'entretiens avec les membres de ces groupes, l'auteur parvient à nous faire comprendre les problèmes et les défis auxquels font face les prisons françaises. S'agissant des musulmans par exemple, Farhad Khosrokhavar

relève qu'il est difficile de trouver des adeptes de l'islam djihadiste déclarant leur appartenance, du fait de leur méfiance vis-à-vis des autorités carcérales. Mais certains détenus tiennent un discours proche de l'idéologie djihadiste : Seith, par exemple, explique au sociologue que « si voler ou braquer peut aider l'islam, il faut alors le faire, c'est un acte pieux ». À travers l'étude du groupe des détenus musulmans apparaissent des débats sur l'existence ou non de « musulmans culturels », ou non pratiquants : une catégorie que rejettent les salafistes. Si ces derniers sont peu nombreux, force est de constater qu'ils disposent d'une grande légitimité pour représenter « l'islam authentique ». L'islam de France est qualifié par certains détenus salafistes d'islam « olé olé ». Sur la question de la radicalisation en prison, Khosrokhavar montre qu'elle peut être antérieure à l'incarcération, ou liée avec la vie carcérale. Elle est alors le produit de frustrations, de rancœurs contre la société, ou de l'influence d'un leader charismatique qui souhaite orienter les détenus vers des opérations terroristes.

Parmi les radicalisés, on doit distinguer les détenus qui ont eu des activités terroristes avant leur incarcération des détenus qui recherchent la protection d'un groupe face aux pressions externes – il s'agit dans ce second cas d'une radicalisation instrumentale. Enfin, il y a les détenus à la recherche de prestige et de légitimité, et pour qui « le référent islamiste radical [est] un tremplin vers la gloire ». De plus, il existe dans la génération des pères un fort rejet de l'islamisme et de ceux que certains détenus appellent les « barbus ». Mais ces détenus musulmans ont une relation ambiguë avec les institutions françaises qui sont aussi perçues comme porteuses d'une laïcité éradicatrice s'opposant aux religions

1. Voir sur ce sujet l'ouvrage pionnier de Farhad Khosrokhavar, *L'islam dans les prisons*, Paris, Balland, 2004, et *Quand Al-Qaïda parle. Témoignages derrière les barreaux*, Paris, Grasset, 2006.

en général et à l'islam en particulier – et non aux seuls extrémismes religieux.

Cet ouvrage apporte un regard neuf sur un univers carcéral placé sous le feu des projecteurs suite aux attentats terroristes sur le territoire français.

Clément Therme

LES ÂMES ERRANTES

Tobie Nathan

Paris, L'Iconoclaste, 2017,

256 pages

Tobie Nathan, professeur émérite de psychologie à l'université Paris 8, est connu pour avoir fondé le premier centre d'ethnopsychiatrie en France. Son parcours est marqué par de multiples expériences internationales : il a grandi en Égypte et a occupé différents postes en Afrique (directeur du bureau régional de l'Agence universitaire de la Francophonie à Bujumbura, conseiller culturel à Conakry) et au Proche-Orient (conseiller culturel à Tel Aviv). Auteur prolifique, récompensé par le prix Fémina de l'essai en 2012, il se penche dans son nouvel ouvrage sur un sujet d'actualité : la radicalisation.

Pendant trois ans, Tobie Nathan a suivi des jeunes fascinés par le djihadisme. *Les Âmes errantes* relate cette expérience de façon étonnante. Il ne s'agit pas d'un livre scientifique qui exposerait précisément la méthodologie utilisée, tenterait d'établir des typologies, et proposerait des dispositifs de prise en charge. On ne sait pas, par exemple, combien de patients ont été suivis, par quel biais ils ont été orientés vers le centre d'ethnopsychiatrie de l'auteur, ni la manière dont se sont déroulés

les entretiens. Mélange de réflexions, d'observations et de souvenirs personnels, cet ouvrage est un objet littéraire non identifié. Dans l'épilogue, l'auteur explique que ce livre lui « tenait au ventre » et qu'il continue à lui « nouer les tripes ». Ce rapport viscéral à l'écriture se ressent, page après page.

La prose de Tobie Nathan est empreinte d'érudition, teintée de mysticisme, parfois absconse. Mais la ligne directrice est claire : les « âmes errantes » dont parle le psychologue sont souvent marquées par un double déficit. D'une part, une « appartenance culturelle défaillante à la première génération », généralement en situation de migration. D'autre part, une « filiation flottante » à la deuxième génération. Ainsi croise-t-on dans cet ouvrage des personnages au parcours compliqué, comme cet orphelin du Congo, bouc émissaire de son village, ramené en France par une grand-tante et qui, devenu islamiste radical, guette anxieusement les signes de la fin des temps. Ou ce jeune homme né en France de parents tchèques, converti à l'islam, qui implore Allah d'épargner à sa mère chrétienne les affres de l'enfer.

Les âmes errantes, « sans attachement », sont des proies faciles pour les « chasseurs d'âmes ». Ces derniers ne sont autres que les recruteurs de Daech. Tobie Nathan ne les présente pas comme des gourous qui laveraient le cerveau de leurs victimes, mais comme des activistes porteurs d'un projet révolutionnaire. Ainsi les cliniciens qui prennent en charge les jeunes séduits par Daech doivent-ils être conscients de la dimension politique de leur radicalisation.

L'auteur conseille également aux praticiens d'abandonner le concept de « traumatisme » qui met « l'accent sur les faiblesses des victimes, en

gommant leur révolte, en leur interdisant l'expression de leur désir de vengeance». Tobie Nathan ne prétend pas avoir une solution miracle pour permettre aux radicalisés de reprendre une vie normale. Il suggère toutefois que ni la compassion, ni les appels à la raison ou à la loi ne peuvent fonctionner. Il propose une troisième voie, qui consiste à « constater l'intelligence des êtres et des forces », et à échanger patiemment avec ces jeunes pour les faire réfléchir aux questions existentielles qu'ils se posent. Si cet ouvrage ne convainc pas forcément, il interpelle, et ne saurait laisser indifférent.

Marc Hecker

COMPRENDRE LE TERRORISME

Nicolas Hénin

Paris, Fayard, 2017, 280 pages

Le concept de terrorisme demeure flou pour beaucoup. Il suffit, pour en juger, d'explorer les réseaux sociaux ou d'écouter certains « experts » à la télévision ou à la radio.

C'est donc à un nécessaire travail pédagogique que Nicolas Hénin – reporter de guerre, auteur de plusieurs ouvrages, dont *Jihad Academy* (Fayard, 2015), et aujourd'hui président d'Action résilience – s'attelle ici. Avec succès. Sa méthode consiste à traiter en dix courts chapitres quelques-unes des questions les plus importantes autour du terrorisme celles aussi qui donnent lieu à l'expression du plus grand nombre d'idées préconçues, et à exposer clairement les arguments susceptibles d'y répondre, en faisant appel à des travaux de recherche reconnus.

L'auteur commence par un aperçu de l'histoire du terrorisme. Il nous rappelle que le phénomène n'a rien de nouveau, puisqu'il serait né au 1^{er} siècle de notre ère avec les zélotes et les sicaires. Ce chapitre est aussi l'occasion de souligner que le terrorisme contemporain a connu plusieurs cycles : vagues anarchiste, anticoloniale, nouvelle gauche, enfin religieuse. Une autre partie du livre est, elle, consacrée à l'histoire du djihadisme, dont l'acception moderne comme lutte armée n'a qu'une cinquantaine d'années, et n'est reconnue que par une infime partie des musulmans.

Dans le deuxième chapitre, Nicolas Hénin s'interroge sur la définition à donner au terrorisme. C'est loin d'être évident. L'auteur rappelle d'ailleurs que dans leur ouvrage de référence¹ Alex. P. Schmid et Albert J. Jongman recensent 109 définitions différentes du terme. Hénin en retient finalement quatre points essentiels : l'usage de la violence, par une entité non étatique, sur des cibles civiles, dans un but politique.

Deux chapitres sont dédiés à la radicalisation et à la question de sa prise en charge. Ils sont tout particulièrement l'occasion de combattre les clichés : « La radicalisation est toujours un processus relativement long (la "radicalisation express" est largement un mythe), social (il n'y a pas "d'autoradicalisation" mais toujours des interactions) et complexe (résultat de plusieurs facteurs, à la fois personnels et environnementaux). » L'auteur redit aussi qu'il est impossible de dresser une typologie des radicalisés, tant leurs parcours sont divers.

1. A. P. Schmid et A. J. Jongman, *Political Terrorism: A New Guide to Actors, Authors, Concepts, Data Bases, Theories, and Literature*, Abington, Taylor & Francis, 2005.

Après avoir, entre autres, abordé la question des liens entre terrorisme et banditisme, ou encore celle de savoir si nous sommes « en guerre », Nicolas Hénin souligne avec force dans son dernier chapitre (la « voie étroite ») le péril qu'il y aurait à « se faire aveugler par ce qui vient de nous frapper ». Les « revenants » ne sont pas les seules personnes à risque. Les « velléitaires », ceux qui ont voulu partir mais en ont été empêchés, pourraient aussi poser problème. Le danger d'un terrorisme de réaction, qui prétendrait lutter contre le terrorisme djihadiste en s'attaquant à des cibles symboliques pour les musulmans n'est pas non plus anodin. L'auteur rappelle enfin l'état final recherché des terroristes, « l'éclatement des sociétés par leur polarisation ». D'où l'importance de leur résilience : « Vaincre le terrorisme, c'est d'abord vaincre la peur qu'il inspire. »

L'auteur nous offre ainsi un excellent livre grand public, particulièrement didactique, et qui permet de lutter contre les idées reçues en donnant accès à la recherche la plus sérieuse : par les temps qui courent, un vrai travail d'utilité publique.

Rémy Hémez

**REINTEGRATING JIHADIST EXTREMIST
DETAINEES: HELPING EXTREMIST
OFFENDERS BACK INTO SOCIETY**

Daan Weggemans et
Beatrice de Graaf
Londres, Routledge, 2017,
168 pages

Ce livre est issu d'une analyse réalisée par deux chercheurs, Daan Weggemans de l'université de Leiden et Beatrice de Graaf de l'université

d'Utrecht, pour le compte de l'organisation néerlandaise « Politie en Wetenschap ». L'objectif de cette dernière est de servir de passerelle entre les milieux scientifique et sécuritaire, afin d'améliorer les pratiques policières et judiciaires.

L'ouvrage se divise en trois parties. La première revient sur les aspects théoriques du rôle de la prison, et sur la définition du concept de déradicalisation. La deuxième décrit plusieurs programmes de désengagement ou de déradicalisation mis en œuvre dans des pays musulmans ou occidentaux. Ces deux parties constituent une synthèse utile pour les néophytes, mais suscitent un sentiment de « déjà lu » chez les spécialistes.

La troisième partie s'appuie, elle, sur une recherche de terrain substantielle et apporte un éclairage original à la problématique de la réinsertion des djihadistes ayant purgé leur peine. Les auteurs ont interviewé dix individus ayant été incarcérés aux Pays-Bas pour des faits de terrorisme islamiste. Ils ont également rencontré certains de leurs proches, des policiers, des avocats, des magistrats, ou encore des travailleurs sociaux.

Ce travail très riche est difficile à résumer, et l'on se contentera de relever trois points. Tout d'abord, le débat que nous avons eu en France sur l'opportunité de regrouper les détenus radicalisés pour éviter qu'ils ne « contaminent » les autres prisonniers, a eu lieu aux Pays-Bas près de dix ans plus tôt. Ainsi les djihadistes néerlandais ont-ils fait l'objet d'un regroupement dès 2006. La Terrorist Detention Facility (TDF) de Vught a été fermée en 2011, puis rouverte en 2013. Plusieurs djihadistes interviewés sont passés par cette TDF. Tous en gardent

un souvenir douloureux, qui se traduit chez certains par une rancœur tenace pouvant se transformer en désir de vengeance, et chez les autres, au contraire, par la volonté d'éviter de retourner en prison.

Ensuite, les auteurs notent que les premiers mois après la sortie de prison ont été difficiles pour les ex-détenus. Ces derniers n'avaient visiblement pas été bien préparés à la vie en liberté. Avec le temps, les trajectoires des uns et des autres ont divergé, sans que l'on puisse identifier précisément de variables explicatives. Une moitié a réussi à reprendre une existence à peu près normale. Une autre moitié semble au contraire dériver : certains vivent reclus et sombrent dans la dépression, d'autres ont choisi de quitter les Pays-Bas. L'un d'entre eux est parti en Syrie.

Enfin, les auteurs insistent sur la nécessité d'impliquer des acteurs variés dans le processus de réinsertion (policiers, travailleurs sociaux, psychologues, spécialistes de l'islam, etc.) et d'assurer une bonne coordination entre eux. Ils soulignent que, dans tous les cas, un programme individualisé et un suivi de long terme s'imposent.

La conclusion est destinée aux praticiens. Elle intègre des tableaux utiles, qui présentent succinctement les facteurs susceptibles d'aider, ou au contraire d'entraver, un processus de réintégration. Au final, les auteurs se montrent modestes : ils ne prétendent pas avoir découvert une solution miracle. Ils indiquent, au contraire, que les processus de désengagement sont complexes et coûteux, pour des bénéfices incertains.

Marc Hecker

LE JIHADISME DES FEMMES. POURQUOI ONT-ELLES CHOISI DAECH ?

Fethi Benslama et
Farhad Khosrokhavar
Paris, Seuil, 2017, 112 pages

Fethi Benslama et Farhad Khosrokhavar sont deux chercheurs connus pour leurs travaux sur la radicalisation. Le premier est professeur de psychopathologie à l'université Paris-Diderot, le second directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Dans ce court ouvrage, ils cherchent à croiser la vision du psychanalyste et du sociologue pour tenter de « détecter des passerelles entre faits psychiques et faits sociaux ». Leur objectif est de mieux comprendre le phénomène du djihadisme féminin. Pour ce faire, ils ont collecté des données – soit directement (entretiens, consultations cliniques), soit indirectement (ouvrages, articles de presse) –, sur une soixantaine de cas.

Sur 5 000 Européens ayant rejoint Daech en Syrie et en Irak, environ 10 % sont des femmes. La proportion est plus élevée chez les Français : fin 2015, 220 Françaises avaient rejoint l'organisation terroriste, soit approximativement 35 % des ressortissants français alors présents dans les rangs de l'État islamique (EI). Un tiers de ces femmes se seraient converties à l'islam. La plupart proviennent des classes moyennes. Seule une minorité est originaire des banlieues.

Les deux chercheurs s'évertuent à étudier le rapport des femmes djihadistes à la mort, au religieux, à la sexualité, ou encore à la famille. Ils établissent des catégories qui montrent que tous les profils ne se ressemblent pas : certaines poursuivent un idéal romantique, d'autres fuient un

traumatisme (violences familiales, agressions sexuelles), une minorité veut prendre les armes ou perpétrer des attentats, etc. Ces femmes savent pertinemment qu'en rejoignant Daech elles ne seront pas considérées comme égales aux hommes : elles dénoncent le concept d'égalité entre les sexes, et perçoivent l'émancipation des femmes dans les pays occidentaux comme une hypocrisie. Elles mettent au contraire en avant la notion de complémentarité hommes/femmes.

Ainsi, nombre de Françaises ayant rejoint Daech affirment fièrement leur statut d'épouses de combattants et de mères de « lionceaux du califat ». Si la polygamie est érigée en règle dans les territoires contrôlés par Daech, les femmes tendent aussi à se marier plusieurs fois en raison du fort taux de décès chez les hommes. Benslama et Khosrokhavar écrivent : « Le père est potentiellement un martyr à venir produisant de futurs orphelins. La cité du jihad est une fabrique de pères morts et de mères polyandriques. »

En définitive, il n'y a pas de réponse simple à la problématique de la radicalisation des femmes. Les deux chercheurs s'opposent à ceux qui offrent des explications réductrices. Ils dénoncent par exemple l'approche sectaire, selon laquelle les femmes se feraient « laver le cerveau » par des recruteurs. À cet égard, ils affirment que la théorie de l'embrigadement relève d'une « posture victimaire souvent adoptée pour nier les motivations inconscientes qui amènent quelqu'un à faire des choix pour lesquels il est responsable ». Ils évoquent également le débat entre Gilles Kepel et Olivier Roy, soulignant qu'« il y va dans le djihadisme autant de la radicalisation de l'islam que de l'islamisation de la radicalité ». À défaut d'offrir des

solutions, Benslama et Khosrokhavar démontrent au moins la complexité du problème. Une complexité telle qu'elle continue de laisser perplexe...

Marc Hecker

DÉFENSE/STRATÉGIE

GUERRE, ARMÉES ET COMMUNICATION

Éric Letonturier (dir.)
Paris, CNRS Éditions, 2017,
216 pages

Cet ouvrage collectif se concentre plus particulièrement sur l'impact de la révolution numérique et des réseaux sociaux sur l'institution militaire et le fait guerrier. Il n'est pas possible de revenir ici sur toutes les contributions. Nous en évoquerons quelques-unes, parmi les plus marquantes.

André Thiéblemont, dans une partie particulièrement intéressante pour les non-initiés, s'intéresse aux phénomènes de communication en zone de combat. Il explique notamment l'enjeu que représente la transmission des ordres. Cette transmission se voit bouleversée au moment où les réseaux numériques permettent de passer d'un système strictement pyramidal à une diffusion horizontale.

Une excellente synthèse de l'histoire des « soldats de l'image » est proposée par Bénédicte Chéron. Le premier service des armées dédié à la communication naît en 1915. Plus récemment, l'année 2004 a constitué un tournant. Lors de l'opération Licorne en Côte d'Ivoire, les armées françaises ont manqué d'opérateurs pour filmer

les événements de l'hôtel Ivoire, et «l'absence d'images utilisables pour venir appuyer l'histoire des armées françaises a pénalisé la communication politique et militaire». En conséquence, le développement du service de communication a été accéléré. La fin de la guerre d'Afghanistan et l'opération Serval en 2013-2014 constituent une autre période charnière. Les «réalités guerrières» sont désormais mieux assumées.

Barbara Jankowski nous propose quant à elle une intéressante mise en perspective de l'évolution de l'opinion des Français sur leurs armées. Elle est désormais très favorable – 87 % d'avis positifs en 2016 –, alors qu'elle était négative à la fin de la guerre d'Algérie. La professionnalisation en est une explication majeure. L'approbation des opérations extérieures est, elle aussi, forte. En janvier 2013, 71 % des Français étaient favorables à l'intervention militaire au Mali. Cette caractéristique distingue la France de la plupart de ses alliés. Cette adhésion est cependant conditionnelle : un événement comme l'embuscade d'Uzbin de 2008 reste susceptible de faire basculer l'opinion.

L'état de la présence des militaires français dans l'espace public numérique est exposé par Michel Sage. Certains soldats, aviateurs et marins ont en effet profité de l'avènement de ce nouveau support pour s'exprimer, et devenir, selon le mot de l'auteur, des «militaires». L'omniprésence d'internet et des réseaux sociaux a poussé l'institution militaire à réagir, en imposant parfois la déconnexion en opération extérieure, en menant des campagnes de sensibilisation au bon usage des réseaux sociaux, ou encore en «contre-communiquant» *via* des sites internet institutionnels et une présence

croissante sur les réseaux sociaux. L'armée de Terre a, par exemple, plus de 100 000 *followers* sur Twitter. L'auteur pointe en conclusion un risque de «cantonement numérique» qui limiterait les militaires à un entre-soi.

L'ouvrage mérite donc d'être lu, en dépit de la présence de contributions de qualités variables, et parfois à la limite du sujet.

Rémy Hémez

TALLINN MANUAL 2.0 ON THE INTERNATIONAL LAW APPLICABLE TO CYBER OPERATIONS

Cambridge, Cambridge University Press, 2017, 640 pages

L'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) a créé et implanté son «centre d'excellence cyber» (*NATO Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence* – CCDCOE) à Tallinn, après les cyberattaques dont l'Estonie a été victime en 2007. Un groupe d'experts (militaires, chercheurs, juristes, etc.) a été rassemblé sous son égide pour élaborer un ouvrage collectif sur les règles d'engagement d'une opération cyber, inexistantes jusqu'à présent. C'est ainsi que le *Tallinn Manual 1.0* a été publié en 2013, même si ce n'est pas officiellement sous l'étiquette OTAN. Le premier manuel était très axé sur les opérations militaires, et le groupe d'experts a été élargi pour étendre la réflexion à toutes les opérations dans le cyberspace. Le présent *Tallinn Manual 2.0* a été publié en 2017. La France n'était pas représentée dans le groupe, et le manuel n'existe qu'en anglais – comme le site internet du CCDCOE.

Formellement, ce manuel est un exercice de casuistique : énumération de 154 règles, avec de nombreux paragraphes, regroupés en chapitres thématiques. Si quelques principes de base sont mentionnés, le manuel est constitué d'une longue liste de cas pratiques accompagnés de principes supposés guider la conduite des parties.

Sur le fond, l'ouvrage se veut un manuel et non un code. Il ne s'impose pas en source du droit, et ne fait que transposer, par analogie, dans le cyberspace, des principes puisés à des sources juridiques externes. Les sources classiques du droit international public demeurent les références : le droit des conflits armés (*ad bellum & in bello*), de la mer, de l'air, de l'espace, de la diplomatie, de la cybercriminalité, etc., avec tous leurs traités internationaux. Le *Tallinn Manual* n'innove donc pas dans ce domaine. Le fait de considérer une cyberattaque comme une agression méritant une riposte armée proportionnée, appréciée selon certains critères (gravité, urgence, lien direct, pénétration, mesurabilité, caractère militaire, responsabilité étatique et présomption de légalité) vaut pour n'importe quelle agression d'un État.

La souveraineté reste le principe cardinal de ce guide. La version 2.0 du manuel devait couvrir les opérations du cyberspace n'ayant pas forcément un caractère militaire, ou une responsabilité étatique. Pourtant, toutes les règles ne traitent que de rapports entre États ; toute attaque, quels que soient le groupe ou l'individu responsables (entreprise, organisation criminelle, particuliers), émane par définition d'un lieu où se situe le responsable. L'État exerce sa souveraineté sur son territoire et sa responsabilité est engagée : il doit faire régner l'ordre et le droit chez lui.

Une faiblesse demeure cependant. Il est admis que tous les États sont de bonne foi, coopèrent et transmettent toute information en leur possession qui pourrait être utile aux autres (concept de *due diligence*). Le manuel part du principe que tous les États ont une connaissance réelle et suffisante des activités cyber sur leur territoire, et sont capables d'y exercer toute leur souveraineté. Il est pourtant illusoire d'imaginer pouvoir attribuer avec certitude une cyberattaque. Certains États sont faibles, d'autres sont complaisants. Même si ces derniers ont tort juridiquement, comment exercer une coercition ? Le droit international public n'est ici que difficilement applicable – et ce n'est pas l'apanage du cyberspace.

Victor Fèvre

POURQUOI LA DISSUASION

Nicolas Roche

Paris, Presses universitaires de France, 2017, 568 pages

Au cours des dernières années, l'arme nucléaire est redevenue un enjeu saillant des relations internationales. Depuis la chute du mur de Berlin, sa visibilité comme enjeu structurant s'était réduite, de manière disproportionnée à son poids réel dans la structuration des rapports de force. Sous la pression de l'actualité, cette tendance semble avoir touché à sa fin. L'intimidation nucléaire russe dans les suites de l'annexion de la Crimée, l'accord du 14 juillet 2015 avec l'Iran destiné à contraindre durablement la capacité de ce dernier à se doter de l'arme nucléaire, ou l'escalade des démonstrations de force autour de la péninsule coréenne, reflètent une

mutation assez profonde de l'environnement stratégique, et du paysage nucléaire mondial. Parallèlement à cette distanciation vis-à-vis de l'arme nucléaire comme enjeu structurant, la compréhension de celle-ci avait subi un processus d'érosion, notamment en France, à mesure que les cours lui étant consacrés dans l'enseignement supérieur se faisaient de plus en plus rares, et que les priorités stratégiques nationales se réorientaient vers les interventions extérieures.

Cet ouvrage constitue un jalon important en vue de redresser la barre. Inspiré d'un cours dispensé par l'auteur à l'École normale supérieure, il concrétise l'un des efforts qui visent à réintroduire les questions nucléaires dans les débats académiques. Diplomate et historien, Nicolas Roche y réalise un tour d'horizon des enjeux liés à l'arme nucléaire dans le monde, en approchant son objet tour à tour sous des angles historiques, stratégiques, juridiques, diplomatiques ou philosophiques.

Contrairement à ce qu'une lecture rapide du titre pourrait laisser penser, l'ouvrage n'aborde pas la seule stratégie de dissuasion nucléaire, mais décrit la place de l'arme nucléaire hier et aujourd'hui dans les postures stratégiques, et plus généralement l'ordre nucléaire international – le régime de non-prolifération, les accords de maîtrise des armements et de désarmement, etc.

L'auteur porte son regard au-delà du seul domaine nucléaire et s'interroge sur le retour des rapports de forces dans un monde que l'on a voulu normer, et sur ce que cette tendance implique pour la France. Nicolas Roche rappelle opportunément que la dissuasion ne s'est jamais bornée au nucléaire, et que l'arme nucléaire n'a pas toujours été

appréhendue comme une arme de dissuasion – comme semblent aujourd'hui le rappeler Moscou et Pyongyang. Partant du constat selon lequel il est plus que jamais nécessaire de réapprendre la « grammaire » de la dissuasion, Roche combine ainsi retours aux fondamentaux techniques et conceptuels, coups de projecteurs sur des dynamiques de compétition régionale (Asie du Sud) ou des crises de prolifération (Iran, Corée du Nord) et, de manière originale, illustrations de cette grammaire de la dissuasion dans les crises récentes, en Syrie en 2013 ou en Ukraine en 2014.

Bien que certaines controverses académiques y soient exposées, *Pourquoi la dissuasion* n'est pas un manuel au sens universitaire du terme. Il en garde toutefois le caractère pédagogique et s'avère en réalité plus concret et actuel qu'un manuel, constituant ainsi une somme de grande valeur, tant pour les étudiants en relations internationales que pour les journalistes ou praticiens désireux de disposer d'une vision d'ensemble sur un enjeu appelé à demeurer central.

Corentin Brustlein

AIRPOWER APPLIED: U.S., NATO, AND ISRAELI COMBAT EXPERIENCE

John Andreas Olsen (dir.)
Annapolis, Naval Institute Press,
2017, 432 pages

Cet ouvrage collectif dirigé par John Andreas Olsen – colonel de l'armée de l'Air norvégienne et auteur de plusieurs ouvrages, dont *A History of Air Warfare* (Potomac Book, 2010) – rassemble cinq contributions couvrant,

au total, 29 opérations aériennes. Il analyse de façon convaincante l'utilisation de la puissance aérienne par les États-Unis, Israël et, plus accessoirement, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

La première contribution, écrite par Richard Hallion, se penche sur le cas américain, du début du xx^e siècle à la guerre du Golfe (1990-1991). En 1914, la force aérienne de l'armée américaine est embryonnaire. Le pays aborde la Seconde Guerre mondiale avec une doctrine et des capacités aériennes déficientes. La puissance aérienne américaine n'apparaît véritablement mature qu'en 1944. Hallion décrit ensuite la guerre aérienne au Vietnam, mais aussi des opérations moins connues comme les frappes sur la Libye en 1986, en représailles à un attentat à la bombe ayant visé les intérêts américains. La guerre du Golfe est considérée par l'auteur comme une «révolution dans les affaires aérospatiales», et une apothéose de la puissance aérienne au xx^e siècle.

Le deuxième chapitre, rédigé par Benjamin Lambeth, analyse huit opérations aériennes menées par l'OTAN, de Deny Flight en 1993 – première opération aérienne offensive de l'OTAN, consistant en la mise en place d'une zone d'interdiction aérienne au-dessus de la Bosnie – à Inherent Resolve, opération aérienne toujours en cours pour lutter contre l'État islamique (EI) en Irak et Syrie. L'auteur souligne la faiblesse de l'engagement initial contre Daech, avec 412 sorties aériennes en cinq semaines. Sur une période équivalente, lors de Desert Storm, on en avait compté 48 224...

Alan Stephens revient quant à lui sur le rôle de la puissance aérienne dans les guerres israélo-arabes (1948-1982).

Cette contribution est particulièrement intéressante, car elle analyse à la fois l'exploitation exceptionnelle faite par les Israéliens de la puissance aérienne, et l'incompétence chronique, dans ce domaine, de leurs adversaires arabes. Les développements sur la force aérienne égyptienne sont à cet égard remarquables.

La contribution qui suit, par Raphael Rudnik et Ephraim Segoli, est elle aussi centrée sur Israël, mais s'interroge sur ses opérations aériennes pendant les «guerres limitées» (1982-2014). Sept campagnes sont passées au crible. Les auteurs de ce chapitre montrent que l'armée de l'Air israélienne tend à se focaliser de plus en plus sur la «présence» aérienne, au détriment des «raids». Il s'agit, notamment *via* les drones, d'obtenir du renseignement en temps réel, susceptible d'être utilisé pour des frappes ultérieures.

La dernière contribution est plus décevante, sans doute parce que la renommée de son auteur et l'originalité du sujet permettaient d'espérer mieux. John Warden cherche à déterminer ce qui caractérise l'aviateur militaire, mais le propos est trop caricatural pour être crédible. Warden estime en effet que seuls les aviateurs – par opposition aux militaires des autres armées – sont capables d'une véritable réflexion stratégique.

Cette réserve mise à part, *Airpower Applied: U.S., NATO, and Israeli Combat Experience* est un livre de grande qualité, qui offre une perspective passionnante sur le rôle politique, stratégique et opérationnel de la puissance aérienne.

Rémy Hémez

ON TACTICS: A THEORY OF VICTORY IN BATTLE

B. A. Friedman

Annapolis, Naval Institute Press,
2017, 256 pages

B. A. Friedman, officier des Marines, étudie dans ce livre une matière trop souvent éclipsée par la stratégie : la tactique. Dans son premier chapitre, il aborde la question des relations entre la tactique et la théorie. Il souligne que la tactique est davantage un art qu'une technique. Certes, appliquer de grands principes augmente les chances de victoire. Il ne faut cependant pas perdre de vue la puissance des forces morales et l'irréductibilité de la chance au combat. Et surtout : l'ennemi a toujours son mot à dire. L'auteur dégage ensuite ce qu'il préfère appeler des préceptes (*tenets*) tactiques. Il les répartit dans les trois grands champs d'interaction avec l'ennemi : physique, mental et moral. À chaque fois, de nombreux exemples historiques viennent illustrer son propos.

Sur le plan physique, le plus évident et le plus classique, quatre grandes manières existent pour prendre l'avantage sur un adversaire. La manœuvre permet d'attaquer l'ennemi sur son point le plus faible. Face à une position défensive bien préparée, elle n'est cependant pas toujours possible. L'assaut frontal est alors la seule solution, comme pour les Britanniques face aux Argentins en 1982 à Goose Green. La masse est la concentration avantageuse de puissance de combat dans l'espace et/ou le temps. Savoir rester dispersé et ne se concentrer qu'au moment nécessaire est la clé du succès, au risque d'être détruit. La puissance de feu est, quant à elle, la combinaison du volume et de la précision. Son importance s'est accrue au fil des années. Enfin,

le *tempo* est la capacité à agir plus vite que l'ennemi, ou encore à supporter plus longtemps un affrontement, bref à contrôler le rythme du combat.

L'avantage peut aussi être pris dans le domaine mental. Quatre préceptes sont ici mis en avant par l'auteur. La *deception* a pour but d'empêcher l'ennemi d'analyser correctement une situation. La surprise, elle, cherche à confronter l'adversaire à des événements auxquels il ne s'est pas préparé mentalement. La confusion, non retenue habituellement dans les principes de la guerre, est selon Friedman un phénomène essentiel, indépendant de la surprise et de la tromperie. Un moyen classique pour l'atteindre est de détruire les postes de commandement. Le choc est, lui, un état de surcharge cognitive causé par une action soudaine, inattendue ou répétée.

Enfin, en ce qui concerne la force morale, elle doit beaucoup aux chefs militaires de terrain et à la cohésion des unités. En dépit des progrès technologiques, elle n'a rien perdu de son importance. L'effondrement de l'armée irakienne face à Daech en 2014 nous le rappelle.

Dans une deuxième partie, beaucoup plus courte, l'auteur analyse des concepts tactiques clés : point culminant, offensive et défensive, ainsi que l'environnement et la géographie.

Friedman nous offre ici un traité de théorie tactique de grande qualité. La clarté de son style et la limpidité de son raisonnement sont remarquables, et son livre sera utile à ceux qui ont déjà une connaissance du sujet comme aux non-initiés. Pour les lecteurs qui veulent entrer dans les détails, *Tactique théorique*, du général

Yakovleff¹, demeure la référence incontournable. Une référence qui, à notre connaissance, n'a pas d'équivalent en anglais, et mériterait d'être traduite.

Rémy Hémez

INFORMATION/NUMÉRIQUE

WHISTLEBLOWING IN THE WORLD: GOVERNMENT POLICY, MASS MEDIA AND THE LAW

Carmen R. Apaza et
Yongjin Chang (dir.)
New York, Palgrave Macmillan,
2017, 102 pages

LEAKS, WHISTLEBLOWING AND THE PUBLIC INTEREST: THE LAW OF UNAUTHORISED DISCLOSURES

Ashley Savage
Londres, Edward Edgar Publishing,
2016, 304 pages

Bien que le lanceur d'alerte soit désormais une figure familière du grand public, les facteurs pesant sur l'effectivité de son action restent mal connus. Les deux ouvrages présentés ici comblent partiellement cette lacune.

Le premier, dirigé par les politologues Carmen Apaza et Yongjin Chang, tente d'identifier les contours du « lancement d'alerte effectif » (*effective whistleblowing*), défini par les auteurs comme la capacité d'un lanceur d'alerte à

obtenir à court terme la correction de l'irrégularité dénoncée. À partir de quatre études de cas portant sur l'action de lanceurs d'alerte au Pérou, en Corée du Sud, en Thaïlande et aux États-Unis, les auteurs démontrent que la possibilité de recourir aux *mass-media* est généralement la condition nécessaire d'effectivité du lancement d'alerte. En effet, dans les quatre contextes socio-politiques étudiés, les lanceurs d'alerte n'ont pu obtenir des changements institutionnels de long terme et de grande ampleur qu'en lançant l'alerte auprès de *mass-media*, et ce y compris lorsqu'ils disposaient de canaux alternatifs pour signaler les faits en cause en interne, sans recourir à la révélation publique. L'ouvrage démontre ainsi que le lancement d'alerte au public constitue un puissant levier, permettant aux *whistleblowers* d'éviter qu'une alerte ne soit enterrée lorsque les canaux internes de signalement ne sont pas performants, et ne répondent pas efficacement aux problèmes dénoncés.

Le second ouvrage, rédigé par le juriste Ashley Savage, présente une analyse fine et détaillée de l'encadrement juridique du lancement d'alerte dans le secteur du renseignement et de la défense, qui conduit l'auteur à présenter de manière exhaustive les hypothèses dans lesquelles les lanceurs d'alerte peuvent faire l'objet de poursuites pénales pour avoir révélé une information secret-défense. L'auteur dresse en creux le constat d'une inefficacité chronique des mécanismes internes de dénonciation d'irrégularités existant dans les agences de renseignement au Royaume-Uni, au Canada et aux États-Unis. Proposant des pistes de réforme des législations existantes, Ashley Savage démontre de manière convaincante qu'une protection des lanceurs d'alerte dans le domaine du renseignement ne saurait être efficace

1. Cet ouvrage a fait l'objet d'une recension dans le numéro d'hiver 2007-2008 de *Politique étrangère* (n° 4/2007).

si elle ne s'accompagne d'une révision des procédures qui encadrent l'accès du public à l'information classée secret-défense. Ainsi, pour être efficace, le lancement d'alerte doit être l'élément déclencheur d'un processus conduisant à déclassifier des informations indûment classées secret-défense. Il s'agit non seulement de permettre au public de faire rendre des comptes aux autorités, mais également d'empêcher les gouvernants d'utiliser les lois sur le secret pour couvrir des violations de la loi ou des droits de l'homme.

Sans révolutionner l'état des savoirs, ces deux ouvrages rappellent opportunément que les protections dont bénéficient les lanceurs d'alerte ne sauraient être efficaces si elles ne s'accompagnent d'un élargissement de la portée du droit à la liberté d'expression, et du droit du public à l'information. Si un tel constat relève de prime abord de l'évidence, les développements de ces deux livres démontrent que cette évidence a été trop souvent occultée par les rédacteurs des lois sur les lanceurs d'alerte.

Jean-Philippe Foegle

POLITIQUE ÉTRANGÈRE FRANÇAISE

LE PARADOXE FRANÇAIS. ENTRE FIERTÉ NATIONALE ET HANTISE DU DÉCLIN

Béatrice Giblin

Paris, Armand Colin, 2017,

208 pages

Pourquoi la France oscille-t-elle à ce point entre fierté – certains disent arrogance – et pessimisme, jusqu'à l'obsession décliniste ? Béatrice Giblin, géographe et directrice de la revue

Hérodote, répond par autant de chapitres constituant, selon elle, des éléments de cette réponse.

L'histoire d'abord, glorieuse mais lourde. Avec ses racines chrétiennes, productrices de tensions à rebondissement entre le pouvoir politique et l'Église, faites d'alliances et de ruptures. Il en ressort une identité à la fois profondément catholique, mais mal assumée comme telle dans ce pays inventeur du mot « laïc ». La démographie ensuite, lorsque les Français se mirent à faire moins d'enfants, puis accordèrent la nationalité française aux enfants d'immigrés. La France pèse aujourd'hui moins lourd que l'Allemagne, même si sa démographie est redevenue plus dynamique. Le territoire aussi, ce mille-feuille que l'on n'ose à peine rationaliser : est-il d'ailleurs si irrationnel que cela ? Faut-il toucher à ce qui fait l'attachement local ? La France est-elle vraiment plus morcelée que d'autres pays ? Fallait-il vraiment imposer la disparition administrative de l'Auvergne et de l'Alsace (le « Grand Est ») pour entrer dans la mondialisation ? Ne faut-il pas plutôt redonner une esthétique à des campagnes rongées par les zones commerciales ? Le rapport à l'immigration évidemment, avec ses tabous, du droit du sol à l'« intégration » : une immigration devenue synonyme de débat sur l'islam, dans un pays dont le lien avec le Maghreb reste particulièrement fort. La puissance, bien sûr, que l'on rêve élevée mais à moyens déclinants, avec une armée qui fit trembler l'Europe avant de connaître les défaites de la seconde moitié du xx^e siècle (1940, Dien Bien Phu), et dont le format se réduit désormais, non sans faire polémique. Le rapport à l'Europe enfin, relancé après la victoire d'Emmanuel Macron, mais qui ne doit pas faire oublier que les candidats eurosceptiques ou euro-hostiles ont totalisé près des deux tiers des votes

de l'électorat au premier tour. Tout cela remet en question l'universalisme proclamé d'une nation qui se veut toujours exceptionnelle.

Loin des essais déclinistes à la mode, ce travail reprend plutôt les interrogations d'historiens, comme Robert Frank et sa « hantise du déclin » (Belin, 2014), et s'inscrit dans un moment marqué par la quête d'une ligne, d'une politique. Un président élu en promettant de renouer avec le gaullo-mitterrandisme, suspecté de geste bonapartienne lors de son investiture, mais qui pourfend les nationalismes et fait du multilatéralisme le nouvel universalisme. Le tout après une campagne où, on s'en souvient, les voix traditionnalistes – conservatrices en tout cas – se sont fait entendre puissamment. Derrière le paradoxe et les questions sur l'identité, c'est l'interrogation sur la France dans le monde, sur son message, sa vitalité et ses moyens, qui se dessine. Derrière les polémiques sur le territoire, c'est aussi l'avenir d'un pays très stato-centré, dans un monde en réseau qui est en cause ; d'un pays laïc dans un monde de retour des religions ; d'une puissance moyenne dans un monde de géants (ré)émergents.

Frédéric Charillon

POLITYKA ZAGRANICZNA FRANCJI PO ZIMNEJ WOJNIE

Stanislaw Parzymies
Varsovie, Wydawnictwo Akademickie
Dialog, 2017, 600 pages

Historien des relations internationales et spécialiste de la France, Stanislaw Parzymies propose une somme appelée à devenir un ouvrage de référence sur la politique étrangère française depuis la fin de la guerre froide jusqu'au

mandat de François Hollande. L'auteur rappelle les défis auxquels la France était confrontée avec la disparition du monde bipolaire et met en évidence les constantes et les variables de sa politique étrangère conduite au nom de la multipolarité. Le concept qui, selon l'auteur, a guidé la diplomatie française depuis les 25 dernières années.

Dans son premier chapitre, il décrit avec minutie le processus de prise de décision de politique étrangère, privilégiant le rôle primordial à ses yeux du triangle Élysée-Matignon-Quai d'Orsay. Les deuxième et troisième chapitres traitent respectivement des États-Unis et de l'Allemagne, Stanislaw Parzymies rappelant que la France, puissance moyenne aux ambitions globales, a dû accepter la suprématie américaine dans le monde et celle de l'Allemagne en Europe. Ce qui n'a pas empêché Paris de développer une « nouvelle version de l'entente cordiale » avec la Grande-Bretagne et de mener une politique active en Méditerranée. L'auteur réussit à synthétiser la complexité des politiques arabes et africaines, destinées à entretenir des zones d'influence traditionnelles. Dans son chapitre sept, il éclaire le caractère sinusoïdal des relations avec la Russie. Malgré l'agressivité de la politique extérieure russe, qu'illustre notamment l'annexion de la Crimée, Paris a toujours veillé à ne pas créer un sentiment d'humiliation dans ses contacts avec Moscou. C'est d'ailleurs cette approche qui a parfois compliqué les relations franco-polonaises. Varsovie, principal allié de la France en Europe centrale, s'est avéré un partenaire exigeant, notamment au sein du Triangle de Weimar. L'auteur regrette d'ailleurs que ce format ne soit guère exploité, dans l'Union européenne (UE), à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ou à l'Organisation des

Nations unies (ONU). Dans son neuvième chapitre, Stanislaw Parzymies rappelle l'importance que l'Europe centrale et les Balkans ont toujours eue dans la politique étrangère française.

Traditionnellement, l'Asie n'est pas une priorité de la politique étrangère française. Mais au regard de son essor rapide, la France a dû redéfinir son attitude, notamment à travers une offensive économique dont l'auteur décrit tenants et aboutissants dans son dixième chapitre. Le chapitre onze est particulièrement intéressant dans la mesure où il analyse l'influence de la globalisation, du multilatéralisme et de la multipolarité dans l'élaboration de la politique étrangère française. L'auteur rappelle à juste titre que la France a usé du concept de multipolarité pour valoriser son rôle dans les relations internationales et pour marquer son indépendance par rapport au leadership américain. Les douzième et treizième chapitres analysent la politique de Paris à l'égard de l'UE et de l'OTAN. L'auteur se livre également à un examen critique de la politique européenne de la France. En évoquant sa contribution essentielle au processus d'intégration européenne, il souligne que la France a pourtant parfois donné l'impression de sacrifier l'intérêt de la communauté au profit des intérêts nationaux.

Dans le quatorzième et dernier chapitre, l'auteur met en valeur le caractère exceptionnel de la diplomatie culturelle française, qui contribue à la stratégie d'influence et au rayonnement mondial du pays.

Voici sans conteste un ouvrage de référence pour quiconque s'intéresse à la politique étrangère de la France, et qui mériterait une traduction française.

Krzysztof Soloch

ÉTATS-UNIS

OBAMA: THE CALL OF HISTORY

Peter Baker
New York, Abrams, 2017,
320 pages

A CONSEQUENTIAL PRESIDENT: THE LEGACY OF BARACK OBAMA

Michael d'Antonio
New York, Thomas Dunne Books/St
Martin's Press, 2017, 320 pages

Parmi les livres déjà parus sur la présidence de Barack Obama, et en attendant les mémoires du principal intéressé, un livre se distingue particulièrement : celui de Peter Baker, chronique illustrée des huit années d'Obama à la Maison-Blanche, par un observateur de première ligne puisque Baker fut le correspondant du *New York Times* à la Maison-Blanche. C'est également un « beau livre », avec son grand format et les photos de Pete Souza (entre autres). C'est enfin une référence grâce à sa chronologie détaillée et son index très complet. Baker livre un récit chronologique, articulé autour des principales étapes de la présidence Obama, ainsi que de portraits plus personnels de la famille et de l'entourage (Joe Biden) du président. Achievé après la victoire de Donald Trump, il en tient compte pour l'héritage d'Obama, avec un dernier chapitre au titre évocateur : « Une insulte personnelle. » C'est un atout au regard d'autres ouvrages comme celui de Michael d'Antonio, dont le propos aurait été différent s'il n'avait été achevé avant novembre 2016 : il reste cependant intéressant, en particulier pour un public français, car l'auteur revient davantage sur le contexte

politique et partisan, lié avant tout à des questions intérieures moins suivies en Europe. Ainsi les pages sur la réforme de santé illustrent à quel point Obama a dû faire face (sur tous les sujets en réalité) à une opposition systématique, corrosive et souvent mensongère.

Ces deux livres, qui ambitionnent d'analyser la présidence Obama au regard de l'histoire, décrivent un premier mandat dédié à l'économie, à la réforme de santé, et à la tentative d'extraire l'Amérique des guerres de Bush – un premier mandat marqué sur le plan politique interne par la défaite démocrate aux élections de mi-mandat de novembre 2010, mais aussi auréolé du raid victorieux au Pakistan qui permet aux Américains, dix ans après les attentats du 11 septembre 2001, de «rendre justice» en tuant Ben Laden. Baker revient en détail sur ce raid, sans nul doute le pari le plus risqué de la présidence d'Obama, que celui-ci décrira ensuite comme «les 40 minutes les plus longues de [sa] vie». Un détail est frappant rétrospectivement : c'est en effet la veille, lors du *White House Correspondents' Dinner*, institution de la vie washingtonienne, qu'un Obama particulièrement en verve se moque de Trump, présent dans la salle et visiblement humilié.

Le second mandat est plus sombre, avec le retour des blessures et fractures américaines, raciales en particulier, marqué par les violences policières et la naissance du mouvement *Black Lives Matter*. Sur le plan international surtout, 2014 apparaît comme la véritable *annus horribilis* d'Obama, avec une succession de victoires de l'État islamique en Irak et en Syrie, l'annexion de la Crimée par la Russie, l'assaut contre Erbil qui conduit les militaires

américains à revenir en Irak et à s'impliquer directement en Syrie.

Ce qui se dégage de ces deux livres, c'est aussi, peut-être surtout, la violence contemporaine américaine : violence des guerres de la politique étrangère, violence des armes qu'un système politique vicié par l'argent des *lobbies* ne parvient pas à réguler, violence du discours politique, des tensions raciales, des attaques personnelles... et de la victoire de Trump, dont l'ascension sur la scène politique est tout entière construite sur un mensonge d'une rare violence politique : celui du *birther movement*, qui prétendait qu'Obama n'était pas né aux États-Unis, et dont l'objectif était d'insinuer dans le débat public l'illégitimité d'Obama. Ce n'est pas là la moindre des ironies tragiques de l'histoire politique américaine contemporaine.

Maya Kandel

ASIE

JAPAN'S SECURITY RENAISSANCE: NEW POLICIES AND POLITICS FOR THE TWENTY-FIRST CENTURY

Andrew L. Oros

New York, Columbia University
Press, 2017, 272 pages

Le nouvel ouvrage d'Andrew Oros, spécialiste de la politique de défense nippone à l'université de Washington, approfondit et actualise son travail de référence sur l'articulation entre identité nationale et politique de sécurité au Japon (*Normalizing Japan: Politics, Identity and the Evolution of Security Practice*, Stanford University Press,

2008). Établissant un parallèle discutable avec la renaissance européenne, il affirme que la politique de défense japonaise est entrée dans une nouvelle ère, celle d'une expansion résolue, basée sur un consensus politique large et justifiée par un environnement sécuritaire de plus en plus menaçant. Elle serait toutefois limitée par trois pesanteurs fortes : une mémoire de la guerre contestée, un antimilitarisme fortement enraciné, et une relation étroite et asymétrique avec l'allié américain.

Retraçant les étapes qui ont conduit ces dix dernières années à une redéfinition de la politique de défense nipponne, l'auteur met en évidence la contribution, souvent négligée, du Parti démocrate japonais (PDJ), qui a offert au Japon une exceptionnelle période d'alternance politique de 2009 à 2012. Le PDJ a notamment sonné le glas de la posture de défense héritée de la guerre froide, mettant en place des forces plus mobiles, plus dissuasives mais aussi plus aptes à intervenir dans des opérations internationales. Andrew Oros revient ensuite en détail sur la série de décisions prises par Shinzo Abe depuis son retour à la tête de l'exécutif fin 2012, pour doter le pays d'une stratégie et d'institutions visant à renforcer la sécurité nationale. Les normes antimilitaristes sont assouplies : une augmentation modeste du budget de la défense (+ 5 % d'ici 2020) est annoncée ; le principe de non-exportation d'équipements et technologies de défense est quasi abandonné ; et, en 2015, une batterie de réformes autorisant notamment l'exercice de l'autodéfense collective et élargissant le champ d'action géographique et opérationnel des Forces d'autodéfense (FAD) est adoptée.

Andrew Oros offre toutefois une conclusion prudente. Pour lui, la «renaissance» de la politique de

sécurité japonaise restera dans une large mesure limitée par les trois pesanteurs précitées. Le révisionnisme historique continue à nourrir la suspicion d'une résurgence militariste. Le pacifisme de l'opinion publique, notamment des nouvelles générations, reste un frein pour de futures réformes. Et la dépendance vis-à-vis de l'allié américain ne peut que se pérenniser tout en nourrissant des frustrations latentes.

Si la politique de défense japonaise est entrée dans une nouvelle ère, elle ne s'est pas émancipée de son passé. L'éventualité pour le Japon de se doter d'une capacité offensive est aujourd'hui discutée, même si elle reste très controversée. Dans le même temps, la décision de retirer les FAD du Sud-Soudan en mai dernier, a montré que les Japonais n'étaient pas prêts à exposer leurs troupes au risque. Au-delà, se pose la question du leadership politique post-Abe. Enfin, le Japon, société post-industrielle vieillissante, n'a ni les moyens, ni l'ambition de se lancer dans une remilitarisation galopante. Seule une atteinte grave à sa sécurité (frappe, invasion, fin de l'alliance avec les États-Unis) pourrait conduire l'archipel à transformer une nouvelle fois en profondeur sa posture de défense.

Céline Pajon

INDIA'S LONG ROAD: THE SEARCH FOR PROSPERITY

Vijay Joshi

Oxford, Oxford University Press,
2017, 360 pages

Voici une excellente analyse de l'histoire économique de l'Inde depuis

son indépendance. L'auteur explique clairement pourquoi jusqu'à 1980 la croissance annuelle indienne est restée bloquée autour de 3,5 % – à peine supérieure à l'augmentation de la population –, et pourquoi, à partir de cette date, elle s'est accélérée : entre 1980 et 2000 autour de 5,5 % annuellement, entre 2000 et 2010 de 7,3 %, et entre 2010 et 2014 de 6,1 %. Depuis lors, la croissance reste élevée mais irrégulière : elle a dépassé 9 % en 2015 mais est retombée à moins de 6 % pour 2017. Compte tenu de l'accroissement de la population, du nombre de pauvres (entre 269 et 360 millions selon les modes de calcul en 2011), du taux très élevé d'analphabétisme (37 % de la population de plus de 15 ans), de l'importance de la mortalité infantile (48 décès sur 1 000 naissances), et d'une espérance de vie de seulement 63 ans, Vijay Joshi estime que l'Inde a besoin d'une croissance annuelle de 7 à 9 % pendant les 30 prochaines années (6 à 8 % de croissance par habitant) pour espérer atteindre une prospérité comparable à celle des pays européens les moins prospères comme le Portugal et la Grèce.

Une telle croissance annuelle moyenne est-elle possible, alors que seuls trois pays dans le monde – Chine, Corée du Sud et Taïwan – ont, jusqu'à maintenant, réussi cette performance ? L'Inde bénéficie de facteurs favorables : une population en âge de travailler très nombreuse et en croissance, une classe entrepreneuriale qui a prouvé sa capacité à saisir les opportunités offertes depuis les réformes de 1980-1990, une capacité d'investissement par rapport au PIB très significative (33 % à l'heure actuelle), une classe moyenne encore très peu nombreuse (autour de 100 millions de personnes selon l'auteur), mais qui ne cessera de

s'accroître à un rythme soutenu avec la croissance. Mais les difficultés à surmonter sont considérables : un État central faible et corrompu ; un environnement politique extérieur loin d'être stabilisé (Chine, Pakistan) ; des services publics, en particulier l'éducation primaire et secondaire et la santé publique dans un état catastrophique ; des infrastructures (aéroports, transports publics, routes, etc.) qui ne rattrapent que lentement leur immense retard. Le programme des réformes à accomplir est impressionnant : assurer un environnement macro-économique stable ; redéfinir les relations entre l'État central, les États fédérés, le secteur privé et le marché – dont l'auteur pense qu'elles sont largement dysfonctionnelles ; réformer profondément le secteur bancaire en privatisant les banques publiques saines et en fermant celles qui n'ont aucune chance de devenir profitables ; faire le même exercice pour les nombreuses entreprises publiques aujourd'hui dépendantes de subventions budgétaires ; et surtout revoir entièrement la fiscalité du pays, en supprimant les subventions aux biens de consommation pour les remplacer par un revenu universel qui permettrait de sortir de l'extrême pauvreté les populations qui la subissent. L'auteur doute que ces réformes aient des chances réalistes d'être entreprises, en particulier par le gouvernement de Narendra Modi dont il juge que les performances sont, pour le moment, « mixtes ». La perspective la plus probable lui paraît donc celle d'une croissance « respectable » (de 5 à 6 %), mais insuffisante pour hisser le pays au niveau des pays développés.

Olivier Louis

DRONE DE GUERRE. VISAGES DU PAKISTAN DANS LA TOURMENTE

Guillaume Lavallée

Montréal, Les éditions du Boréal,
2017, 208 pages

Le sous-titre décrit bien le contenu du livre. L'auteur a sélectionné un certain nombre de personnalités représentatives pour des interviews approfondies. Les personnes interrogées viennent des quatre provinces du Pakistan : le Khyber Pakhtunkhwa, le Panjab, le Baloutchistan et le Sindh, et les interviews, en général passionnantes, éclairent d'une lumière sombre des aspects souvent méconnus des multiples crises que traverse ce pays.

Au Baloutchistan, les persécutions subies par les chiites, le recours au terrorisme des mouvements qui revendiquent l'indépendance, et la terrible répression de l'armée créent un sentiment d'insécurité permanente. À Karachi, les guerres de gangs mafieux et/ou politiques qui ensanglantent la ville sont décrites à travers les mots mêmes des acteurs et des victimes de violences incessantes. Dans les régions tribales à la frontière de l'Afghanistan, l'auteur recueille les témoignages de dislocation de la société traditionnelle, qui subit à la fois la violence des drones américains, la montée en puissance des talibans pakistanais qui cherchent à remplacer les autorités locales, et la répression de l'armée pakistanaise, qui essaie de neutraliser les talibans mais n'épargne pas la société civile et contraint les habitants du pays à l'exil, temporaire ou définitif.

La situation est différente au Panjab, province la plus peuplée et la plus riche du pays. La violence y est plus cachée, mais les minorités religieuses, en particulier les chrétiens, y sont soumises

à de fortes pressions, les accusations vraies ou fausses de blasphème pouvant conduire à des condamnations à mort (même si aucun «blasphémateur» n'a été jusqu'à présent exécuté), et une religiosité intolérante ne cessant de progresser. Ces tensions partout présentes conduisent la partie la plus aisée de la population à s'isoler dans des quartiers très protégés et parfois extrêmement luxueux comme, par exemple, Bahria Town, dans les faubourgs de Rawalpindi.

Cette description du Pakistan à partir des témoignages de ses habitants est extrêmement vivante, passionnante à lire et apporte un éclairage humain très précieux. Deux réserves paraissent pouvoir être faites. Tout d'abord, en dépit de son titre, l'ouvrage ne traite pas de la politique américaine des drones, sur laquelle il est en général très imprécis. Les trois quarts – au moins – des témoignages recueillis n'ont, en fait, que très peu de liens, pour ne pas dire aucun lien, avec les drones américains qui n'ont frappé que les régions tribales à la frontière de l'Afghanistan (à une exception près). Expliquer les violences qui ensanglantent la société pakistanaise par les drones américains, comme l'auteur le tente deux ou trois fois sans d'ailleurs beaucoup de conviction, est certainement une simplification excessive. Deuxièmement, l'image que projette le livre est trop partielle. Tout ce qui est écrit est incontestablement vrai et mérite d'être pris en compte. Mais il existe également au Pakistan des zones de prospérité, une activité culturelle et artistique très riche à Lahore, et même à Karachi, des universités qui fonctionnent, des industries qui se développent, une agriculture qui assure l'indépendance alimentaire du pays et une part importante de ses exportations. Le Pakistan est sans aucun doute

dans la tourmente, encore que celle-ci soit aujourd'hui moins forte qu'il y a trois ou quatre ans, mais il n'a pas été emporté, et n'est pas sur le point de l'être.

Olivier Louis

MOYEN-ORIENT/MONDE ARABE ET MUSULMAN

UNDER THE SHADOW: RAGE AND REVOLUTION IN MODERN TURKEY

Kaya Genç

Londres, I.B. Tauris, 2016,

240 pages

Le soulèvement d'une partie de la jeunesse turque lors du mouvement dit « de Gezi » (du nom du parc dont la destruction programmée avait entraîné les premières manifestations) en 2013, a profondément marqué la société turque. Il a révélé les failles d'un pouvoir qui semblait jouir d'un soutien relativement consensuel, et les profondes divisions qui traversent la Turquie contemporaine. Analyser ces lignes de fracture à travers le regard et les témoignages de citoyens à l'histoire personnelle et au positionnement idéologique variés, c'est le défi que s'est lancé l'écrivain et essayiste Kaya Genç. Paru en 2016, au lendemain du coup d'État manqué du 15 juillet, l'ouvrage se nourrit de ces fragments de vie pour comprendre les ressorts profonds du malaise, pas toujours apparent, de la jeunesse turque.

Le livre se présente sous une forme inhabituelle pour qui suit l'actualité turque. Loin des traditionnels essais

politiques plus ou moins engagés, aussi bien que des analyses scientifiques qui sont légion, il se lit comme une chronique vivante, décousue, où le détail factuel prend souvent le pas sur la théorie politique. Et pourtant, de ces témoignages divers, l'auteur essaie de tirer quelques grandes clés de compréhension des dynamiques turques contemporaines. À ce titre, le dernier chapitre est particulièrement intéressant : il se penche sur les attentes, espoirs et désillusions des jeunes entrepreneurs turcs, qui constituent un vivier important et pourtant mal connu de l'électorat de l'AKP (Parti de la justice et du développement), au pouvoir depuis 2002. On y découvre aussi les contradictions d'une jeune génération conservatrice, profondément marquée par la mondialisation tout en restant attachée à une certaine identité turque teintée de religiosité. Plus généralement, beaucoup de ces témoignages illustrent le paradoxe d'une Turquie qui se veut puissance globale, mais où domine toujours le sentiment d'avoir à choisir entre une occidentalisation à l'euro péenne et un retour à des valeurs religieuses et à un passé ottoman fantasmé.

Empruntant la forme d'une véritable enquête de terrain, d'un récit au jour le jour, l'ouvrage en a les qualités : on le lit agréablement, sans lassitude, et chaque nouveau chapitre parvient à surprendre. Il en a aussi quelques défauts : les passages consacrés à l'histoire de la Turquie sont parfois un peu trop simplifiés et souffrent d'imprécisions, voire de contresens. Par ailleurs, l'absence de cadre d'analyse général peut parfois dérouter le lecteur, tant il paraît difficile de redonner une cohérence aux nombreux témoignages qui lui sont présentés. Ces quelques faiblesses ne gomment en rien les apports essentiels du travail

de Kaya Genç. D'une part, en montrant la diversité des profils qui marque la jeunesse contestataire turque, il rappelle l'histoire politique complexe de ce pays, et aide à comprendre les difficultés que les forces d'opposition peuvent rencontrer dans leur volonté d'union. D'autre part, la forme immersive de l'ouvrage offre des points de vue souvent totalement inédits sur les manifestations de Gezi – y compris celui de leurs adversaires, rarement retranscrit dans les publications occidentales. Enfin, le livre permet de prendre conscience du dynamisme de la société civile turque, mais également de la fragilité profonde de cette puissance géopolitique aux portes du Moyen-Orient.

Aurélien Denizeau

LA TURQUIE EN 100 QUESTIONS

Dorothee Schmid

Paris, Tallandier, 2017, 280 pages

La collection « En 100 questions » des éditions Tallandier entend donner des réponses pertinentes aux questions posées par un problème ou un pays faisant l'actualité. Il allait de soi que la publication d'un ouvrage sur la Turquie s'imposait, et celui-ci est signé Dorothee Schmid, spécialiste reconnue de la Turquie contemporaine qui dirige le programme « Turquie contemporaine et Moyen-Orient » à l'Ifri.

La Turquie d'aujourd'hui, à la fois si proche géographiquement mais si difficile à comprendre, interpelle. Sa situation intérieure comme sa politique étrangère provoquent de nombreuses interrogations. Depuis l'accession au pouvoir de l'AKP (Parti de la justice et du développement), il semblait que

la Turquie s'engageait dans la voie de la démocratie et qu'un parti islamiste pouvait la promouvoir. Cette évolution s'accompagnait d'un développement économique spectaculaire, le produit national brut ayant triplé en dix ans, et transformé le pays en puissance émergente. Inspirée par Ahmet Davutoglu, conseiller diplomatique, puis ministre des Affaires étrangères et enfin Premier ministre, la Turquie développait au Moyen-Orient une politique très active, et y devenait un acteur incontournable. Dans le même temps, en dépit des réticences de certains États membres, son adhésion à l'Union européenne apparaissait comme possible.

À partir de 2013, rien ne va plus. La manifestation de cette année sur la place Gezi, au centre d'Istanbul, et dont l'objet était purement local – protester contre un projet d'urbanisme – est durement réprimée. Cet événement apparaît rétrospectivement comme un tournant. Le processus démocratique s'enraye ; le coup d'État manqué de l'armée en juillet 2016 provoque une répression tous azimuts qui affecte les libertés fondamentales ; alors que l'on s'acheminait vers un accord avec le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), la guerre reprend dans l'est du pays ; les printemps arabes mettent fin brutalement à la politique de « zéro problème avec les voisins » pratiquée jusqu'alors. La Turquie s'engage militairement en Syrie à la fois contre le régime et contre les Kurdes syriens ; la politique étrangère devient de moins en moins lisible, avec des retournements d'alliance, une prise de distance vis-à-vis des États-Unis, et un rapprochement avec la Russie ; les attentats reprennent, non seulement ceux du PKK mais également ceux de l'État islamique.

Ainsi les 100 questions posées et les 100 réponses apportées se situent-elles

dans un contexte nouveau et très évolutif. Regroupant ces questions et réponses par grands thèmes – histoire, politique intérieure, culture, société, économie, géopolitique... –, Dorothee Schmid apporte des réponses claires sur des sujets éminemment complexes. Elle décrypte avec pertinence une Turquie en crise politique, en malaise identitaire et en quête d'une nouvelle politique étrangère.

On s'attachera en particulier aux questions soulevées par l'engagement turc en Syrie. Pourquoi la Turquie s'y est-elle engagée, alors qu'elle entretenait de bonnes relations avec le régime de Bachar Al-Assad ? Comment expliquer le double jeu avec Daech ? Pourquoi cette alliance avec la Russie, l'ennemi traditionnel, et ce qui apparaît comme une tentation de se désengager de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ? Comment expliquer les relations en zigzag avec l'Iran ? Les réponses sont nuancées et convaincantes.

Ce livre est, par delà la Turquie, un indispensable *vade-mecum* pour comprendre ce qui se passe dans un Moyen-Orient chaotique, qui affecte directement nos intérêts et notre sécurité.

Denis Bauchard

WARS OF MODERN BABYLON: A HISTORY OF THE IRAQI ARMY FROM 1921 TO 2003

Pesach Malovany

Lexington, University Press of Kentucky, 2017, 984 pages

Une bible ! Pesach Malovany, historien et colonel en retraite du service de renseignement militaire israélien, nous

offre la somme définitive sur l'armée irakienne et les conflits auxquels celle-ci a pris part depuis sa création à la chute de Saddam Hussein. Il s'agit de la version réduite et traduite en anglais d'un livre initialement publié en Israël.

L'auteur a passé sa vie à décrypter l'évolution de l'armée irakienne des années 1970 aux années 2000. Arabophone, il a eu accès aux meilleurs documents collectés par les services de renseignement israéliens et américains. Plusieurs des cartes présentées proviennent d'ailleurs des états-majors irakiens, et ont été glanées au fil du temps par le renseignement israélien.

Cet ouvrage imposant, illustré de 59 cartes remarquables, mais aussi par une centaine de photographies en noir et blanc originales, retrace avec une précision d'horloger la création, l'engagement au combat et les évolutions de cette armée irakienne baasiste qui fit trembler le Moyen-Orient, des années 1970 aux années 1990. Il est scindé en 56 chapitres regroupés en cinq grandes parties. Les quatre premières, chronologiques, se focalisent sur la période qui va des origines à la prise du pouvoir par Saddam Hussein (1921-1979), sur la guerre Iran-Irak (1980-1988), sur la guerre du Koweït (1990-1991) et sur la période sous sanctions internationales et s'achève en 2003 par le déclenchement de l'opération Iraqi Freedom. La cinquième partie présente toutes les armées et services de l'armée irakienne. Le dernier chapitre, très détaillé, est consacré aux tentatives du régime irakien de se doter d'armes non conventionnelles, qu'elles soient chimiques, biologiques ou nucléaires. L'ensemble est remarquablement référencé, et comprend

des témoignages précieux d'anciens militaires irakiens ayant fui leur pays.

Outre le récit très détaillé des opérations pendant la guerre Iran-Irak, les deux parties les plus novatrices de l'ouvrage concernent la vision irakienne de la guerre du Koweït et de la guerre défensive de 2003 contre la coalition conduite par les États-Unis. On y trouve une masse précieuse d'informations.

L'appareil critique (annexes, notes et références, bibliographie et index) constitue à lui seul un outil remarquable pour l'historien et le chercheur. Tout comme les ordres de bataille extrêmement précis qui émaillent l'ouvrage et feront le bonheur des spécialistes d'histoire militaire. Les sociologues y trouveront également leur compte, car l'auteur décrit avec force détails l'évolution du corps des officiers et les modes de recrutement et d'entraînement des soldats. Les stratégies ne sont pas oubliées non plus, puisque cet ouvrage laisse une place importante aux doctrines d'emploi des forces et des différentes armes utilisées au fil du temps. Le combat de blindés et d'infanterie fait ainsi l'objet d'analyses détaillées. L'auteur s'intéresse également aux corps techniques (artillerie, génie, transmissions, logistique). On pourra peut-être regretter la place limitée faite à l'aviation et à la marine, l'essentiel de l'ouvrage portant sur les forces terrestres, mais on dispose là d'une somme remarquable qui fera date. Il faut espérer que le deuxième ouvrage publié récemment en hébreu par Pesach Malovany, consacré à l'armée syrienne contemporaine, sera rapidement traduit en anglais.

Pierre Razoux

GUARDIANS OF THE ARAB STATE: WHEN MILITARIES INTERVENE IN POLITICS, FROM IRAQ TO MAURITANIA

Florence Gaub

Londres, Hurst, 2017, 272 pages

Voici un ouvrage fort intéressant, même si ce n'est pas le premier travail sur la question, et que plusieurs points n'y sont guère traités, alors que les répétitions sont nombreuses. Son plan est discutable : des questions générales, concernant toutes les armées arabes, sont abordées, puis reprises plus loin au gré des sections traitant des cas d'espèce (les armées par pays), ce qui génère des redites, seraient-elles utiles.

Si le livre propose une bonne synthèse sur son sujet, on peut néanmoins regretter que l'auteur n'ait apparemment pas utilisé de sources en langue arabe car, même si elles sont loin d'être toujours utiles, elles permettent souvent de saisir les dynamiques internes, mieux que les études en langue étrangère (l'anglais, en l'occurrence), qui s'inspirent souvent les unes des autres, quelquefois sans grande originalité. Les références du livre sont cependant nombreuses, ce qui aidera ceux qui voudraient approfondir telle ou telle question.

Un atout de l'ouvrage est de présenter une histoire synthétique de plusieurs armées arabes, depuis les indépendances, et même avant. S'il n'y a là rien d'original, il faut savoir gré à l'auteur de replacer le présent dans une perspective plus large. Quant aux derniers développements, depuis 2010-2011, qui mériteraient probablement un surcroît d'investigation, ils ne semblent pas toujours présentés comme étant le fruit de recherches approfondies de terrain, par ailleurs difficiles voire

dangereuses. Si bien qu'on se demande où est l'apport vraiment personnel de l'auteur, si ce n'est une remarquable capacité à synthétiser.

Un des focus du livre – les coups d'État – suscite un intérêt particulier étant donné leur nombre dans l'histoire arabe contemporaine. L'auteur en explique parfaitement la mécanique, à grand renfort d'explications théoriques générales, parfois plus ou moins évidentes. On peut ainsi se demander si cet angle d'analyse, utile pour sa technicité, propose un éclairage suffisamment pénétrant pour aider à saisir toutes les dynamiques mouvementées entre forces armées et nations. Peut-être eût-il fallu réfléchir plus sur les aspects sectaires et ethniques, sur les divergences politiques qui traversent les corps des officiers, sur le sentiment d'appartenance nationale, sur les rapports socio-économiques de manière générale, sur les influences religieuses, etc., autant de points abordés mais sans doute sans la profondeur nécessaire.

Outre les questions générales et transversales, le livre traite de plusieurs cas, dont certains semblent mieux maîtrisés (ou en tout cas développés) que d'autres. Pour la Syrie, le lecteur reste sur sa faim, par manque d'enquêtes de terrain – mais qui pourrait le reprocher ? –, et les chiffres avancés doivent plus être vus plus comme indicatifs qu'exacts. Pour le cas égyptien, l'analyse sur l'immixtion de l'armée dans les affaires économiques offre une grille de lecture lumineuse, mais certaines questions restent à approfondir (perception des menaces et priorités stratégiques). Les pages sur l'Irak sont remarquables, mais il y a peu de choses sur les milices. Quasiment tous les pays sont abordés, mais avec un succès inégal. Et il y a peu de développements sur le recours aux sociétés privées

de sécurité et autres mercenaires qui opèrent dans le Golfe, au détriment des armées nationales, qui n'existent, en fait, pas vraiment.

Stéphane Valter

RUSSIE

LA RUSSIE PAR-DELÀ LE BIEN ET LE MAL. IDÉES REÇUES SUR LA « PUISSANCE PAUVRE »

Pascal Marchand

Paris, Le Cavalier bleu, 2017,
256 pages

Ce livre nous sauve simplement des simplismes qui prolifèrent sur la Russie, en s'affrontant aux lieux communs les plus répandus de manière à la fois informée et abordable. C'est un personnage russe fort éloigné des fantasmes occidentaux qui s'y affirme, s'y dessine, avec ses forces et ses faiblesses.

La Russie est-elle un objet historique si énigmatique qu'on le croit ? Est-elle condamnée à demeurer une économie sous-développée, assise sur ses matières premières et quêtant les technologies occidentales ? La Russie est-elle une puissance impérialiste, appuyée sur une massive puissance militaire et isolée sur la scène diplomatique ?

L'immensité de son territoire organise – ou désorganise – l'existence politique du pays. Il est d'Europe par volonté (l'Europe ne se limite pas à l'Union européenne) ; il est composite par ses populations et nationalités (ce qui est difficile à saisir très à l'ouest de l'Europe) ; il est difficile

à contrôler et à diriger (et l'anarchie de l'«accumulation primitive» des années 1990 n'a rien arrangé). Oui, la corruption y prospère, mais le pouvoir de Vladimir Poutine – à la fois fort et limité, comme celui des tsars – s'y est sans conteste attaqué. Quant à la natalité du pays, elle se redresse quelque peu, et les migrations restent un élément central de la problématique démographique russe : le tout dessinant une situation moins dramatique qu'on l'imaginait voici vingt ans.

La frontière entre économie et géopolitique est ténue. Oui la Russie est riche de ses matières premières. Mais elle est «naturellement» desservie par son immensité, qui explique en partie la faiblesse de ses infrastructures – en particulier de transport. Moscou a traditionnellement cherché à l'Ouest sa modernisation technique, mais elle a pour la première fois aujourd'hui la possibilité de regarder vers Pékin : par exemple pour le secteur aéronautique, ou le ferroviaire à grande vitesse. Les sanctions occidentales ont pour effet de pousser Moscou vers une collaboration croissante avec Pékin, et d'encourager la production intérieure (par exemple en matière alimentaire) : deux facteurs de décollage pour une économie russe moins atone qu'on le dit.

Impériale, la Russie l'est dans son environnement proche comme toute

puissance – souvenons-nous de la doctrine Monroe... Sa puissance militaire se relève lentement du plongeon des années 1990 pour lui donner une capacité d'intervention efficace mais bornée au plan régional. L'Occident ferait pourtant une lourde erreur en imaginant Moscou isolé sur le plan diplomatique. L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), la coordination entre BRICS, (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) – soit aujourd'hui plus de 41 % de la population mondiale et 27 % du PIB de la planète – lui offrent un espace diplomatique nouveau. La question étant de savoir si cet espace diplomatique demeurera opportuniste, ou deviendra structurant.

Opportuniste : mot-clé. Si la Russie pèse aujourd'hui internationalement, c'est d'abord qu'elle s'est saisie des chances que lui ont fournies les stratégies et les erreurs de l'Occident. Moscou s'en est saisi simplement pour affirmer son intérêt. Pascal Marchand cite au début de son livre la fameuse phrase de Winston Churchill sur une Russie «rébus enveloppé d'un mystère, au sein d'une énigme». En restituant fort heureusement la phrase qui suit – systématiquement oubliée – : «Mais peut-être à cette énigme y a-t-il une clef. Cette clef, c'est l'intérêt national russe.»

Dominique David

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2017

► S'abonner à la revue

		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 80,00 €	■ 100,00 €
	e-only	■ 65,00 €	■ 80,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 175,00 €	■ 195,00 €
	e-only	■ 130,00 €	■ 150,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue

	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 60 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/__

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 065 095

Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement disponibles à cette adresse : <http://www.revues.armand-colin.com/cga>
Les informations collectées nous permettront de mieux servir votre commande et de vous informer sur nos produits et services. Conformément à la loi du 6 août 2004 (N° 2004-801) modifiant la loi française « Informatique et Libertés » de 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, vous pouvez nous adresser un courrier à Dunod Éditeur - Service Ventes Directes - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, ou par mail à infos@dunod.com

